

BURKINA FASO

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)

PRÊT FIDA: 639-BF/DON FEM GEF-FSP-18-BF/PRÊT OFID 1047P

Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1ER OCTOBRE 2012

RAPPORT PRINCIPAL**TABLE DE MATIERES**

A. Introduction	2
B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet	2
C. Produits et réalisations, par composante	3
D. Performance de l'exécution du projet.....	10
E. Aspects fiduciaires	12
F. Durabilité	14
G. Autres aspects	15
H. Conclusion	16

APPENDICES

A. Introduction

1. Une mission de supervision¹ a été conduite durant la période du 17 septembre au 1er octobre 2012 au Burkina Faso afin d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution physique et financière par le PDRD depuis la dernière supervision en 2011, ainsi que sa performance dans la réalisation de ses objectifs attendus. La mission a tenu des rencontres et réunions de travail avec le Secrétaire Général du MAH, le DGCOOP/MEF à Ouagadougou, et sur le terrain avec les Directions régionales du Nord (DRAH, DRRA, DREDD, DRHU, DRID, DRPF, DRS), l'URCPN, la CRA, l'équipe de l'unité de coordination du Programme (UCP/PDRD), les institutions et agences partenaires, les groupements et des individus bénéficiaires. La mission a visité des réalisations dans les provinces du Bam, Yatenga, Loroum, Zondoma et Passore, et tenu des rencontres et discussions avec des bénéficiaires dans des villages d'intervention du Programme. Une réunion de restitution a eu lieu le 1er octobre 2012 à Ouagadougou avec la DGEP, la DGCOOP et le MAH pour faire le point sur les résultats et les recommandations de la mission. Un aide-mémoire a été signé par les deux parties en tant qu'accord commun sur l'évaluation de la performance passée, et sur les actions et les suivis relatifs à l'exécution du Programme dans l'avenir. D'autres observations et recommandations détaillées se trouvent dans les rapports techniques annexés au rapport principal. La mission tient à remercier le Gouvernement et toutes les parties prenantes, y compris les bénéficiaires rencontrés, pour la coopération et les échanges ouverts.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du projet

2. Le Programme est entré en vigueur en 2005 et sa mise en œuvre opérationnelle a commencé en 2006. Le PDRD est financé conjointement par le FIDA, le FEM, l'OFID, la BOAD, le Gouvernement et les bénéficiaires pour un total effectif équivalent à 35,8 millions d'USD, auquel le FIDA contribue 45% sous forme de prêt, équivalent à 16 millions d'USD, le Gouvernement 18%, pour une valeur équivalente à 6,4 millions d'USD, et les bénéficiaires 8%, pour une valeur équivalente à 3 millions d'USD. Le FEM, l'OFID et la BOAD y contribuent à hauteur de 6%, 8% et 15% respectivement. Après sept ans d'opérations, les réalisations financières cumulées s'élèvent à 15 561 millions de FCFA (équivalent à 28,6 millions d'USD), soit un taux de réalisation de 80% des prévisions totales. Le taux de progression financière est jugé satisfaisant à 15 mois de l'achèvement, qui est prévu pour le 31 décembre 2013.

3. Cependant, la progression financière annuelle en 2012 paraît moins avancée à un trimestre de la fin de l'année. 887 millions de FCFA (1 630 275 USD) ont été enregistrés au 31 août 2012, sur un objectif annuel de 2 841 millions de FCFA (5,2 millions d'USD). L'objectif financier du PTBA 2012 équivaut à 16% du financement total tous financements inclus; sa réalisation a atteint à peine 31% de l'objectif annuel. Ce ralentissement semble résulter d'une combinaison de plusieurs facteurs tels que la finalisation tardive du PTBA 2012, les lourdeurs administratives de passation des marchés, le retard constaté dans le démarrage de certains aménagements et AGR, et la lente progression de la composante 2.

4. Globalement, les réalisations physiques ont atteint un taux cumulé de plus de 90%. À part certaines activités de la composante 2 (Sécurisation foncière) et quelques aménagements de la composante 3 (Développement durable des capacités productives), la plupart des objectifs physiques ont été réalisés; certains ont même connu un dépassement en quantité. Par contre, un certain nombre d'activités prévues pour 2012 risquent de ne pas être réalisées cette année et devront être remises à l'année

^{1/} La mission a été composée de M. Gianluca CAPALDO, Expert financier, M. Samidou Mathias PALE, Agronome, M. Serge SEDOGO, Sociologue, M. Jean Pascal KABORE, CPO du FIDA au Burkina Faso et Ingénieur du génie rural, et M. Peter SITU, Chef de mission. M. Moussa KABORE du SG/MAH et M. Sidiki LINGANI du DEP/MAH ont participé à la mission de terrain du 19 au 27 sept. 2012 en tant que représentants nationaux.

prochaine. Le taux de réalisation financière annuelle atteindrait 60 - 70% à la fin de 2012.

5. La mission estime que si le Programme démarrait son PTBA 2013 en début janvier, les taux de réalisations financières et physiques atteindraient plus de 95% pour l'ensemble du Programme. La priorité est d'assurer la mise en œuvre des activités restantes, principalement celles des composantes 2 et 3, de consolider les réalisations du passé et de capitaliser systématiquement et durablement les résultats atteints.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Inclure les retards de mise en œuvre 2012 dans le PTBA 2013 et mettre en exécution.	UCP, le Gouvernement et le FIDA	Avant fin janvier 2013

C. Produits et réalisations, par composante

Composante 1 : Structuration paysanne

6. Cette composante vise la consolidation du processus de gestion participative des terroirs par les communautés à la base, et le développement des capacités des organisations communautaires en gestion et coordination participative des actions de développement local.

7. La composante a enregistré un taux de réalisation financière de 76%, avec une grande partie des activités atteignant leurs objectifs physiques un an avant l'achèvement du Programme.

8. **Développement des capacités.** Cette sous-composante œuvre à travers une série de formations au profit des groupes cibles et des membres des organisations communautaires. Les réalisations cumulées au 15 septembre 2012 indiquent des taux de réalisations physiques de quasiment 100%. Les formations comptabilisent : 9 017 alphabétisés de niveau FCB sur 9 000 prévus, 1 198 femmes points focaux IEC sur 450 prévues, 9 397 femmes et jeunes formés en AGR, 3 278 membres de CVD formés en gestion. Ceci résulte en des taux d'adoption des techniques AGR supérieurs à 90% parmi les bénéficiaires directs, 395 CVD constitués et fonctionnels, et 18 PCD élaborés et adoptés.

9. L'exécution de cette sous-composante a généralement connu une progression assez satisfaisante en 2012 malgré un démarrage tardif. Cependant, certaines formations au profit des comités de gestion des bas-fonds aménagés et des périmètres riziocoles n'ont pas été réalisées. Il en est de même pour certaines formations au profit des CVD, OPA et CM.

10. Il est important de maintenir un programme régulier de formations et de sensibilisations au profit des membres des CVD, CM et des OPA, afin que les capacités structurales ne soient pas perdues avec le renouvellement des instances dirigeantes aussi bien au niveau des CVD que des conseils municipaux qui sont tous en fin de mandat. Ces formations devraient être axées sur les capacités opérationnelles et de gestion, en vue de valoriser les rôles et les responsabilités des CVD, CM et OPA dans le développement socio-économique local.

11. Des comités de gestion ont été mis en place et ont bénéficié de formations en gestion des exploitations collectives telles que les bas-fonds et les périmètres riziocoles. Les études réalisées par le PDRD et les échanges de la mission avec les différentes parties sur le terrain montrent que moins de 30% de ces comités atteignent le niveau de performance requis. Dans l'ensemble, ils sont capables de mobiliser les membres bénéficiaires et d'entreprendre les activités d'exploitation. Par contre, le besoin ressort d'efforts supplémentaires à poursuivre afin d'accroître leurs performances.

12. Afin de garantir un mode de gestion consensuel, et en vue de l'achèvement prochain du Programme, il est nécessaire de poursuivre les formations mentionnées dans

la perspective de sécuriser l'accès et l'utilisation des terres aménagées par les exploitants bénéficiaires non-propriétaires. A cette fin, le Programme devrait formuler et proposer aux comités de gestion des terres aménagées un format de règlements internes. L'accompagnement des négociations entre les propriétaires et les exploitants bénéficiaires est essentiel pour assurer l'accord entre les parties impliquées et pour la validation finale de l'entente foncière. Ces activités doivent être entreprises conjointement aux actions de la composante sécurisation foncière (voir ci-dessous).

13. **Le Fonds d'investissement communautaire (FIC)** est alimenté des ressources financières provenant de la BOAD, de l'OFID et du Gouvernement. Il a pour but d'accompagner la mise en œuvre des plans de développement communautaires par le financement des projets sociaux et économiques considérés prioritaires par les communautés villageoises. À date, la plupart des projets prévus ont été réalisés et atteint leurs objectifs physiques, soit 10 parcs de vaccination, 8 aires d'abattage, 1 marché à bétail, 5 retenues collinaires ou *boulis*, 11 CSPS (construits ou réhabilités), 10 complexes scolaires et 182 forages positifs. Par contre, les projets de couloir de transhumances et pistes rurales ont connu un faible avancement; 100 km de couloirs de transhumance et 20 km de pistes rurales sur financement BOAD sont en cours de réalisation et 60 km de pistes rurales sur financement OFID sont à réaliser en 2013.

14. L'exécution des infrastructures socio-économiques inscrites dans le PTBA 2012 est engagée, mais tous les chantiers en dehors des 5 *boulis* et de 20 km de pistes rurales sont au stade de démarrage. Puisque la plupart des chantiers ont connu des retards dans l'exécution, il est fort probable que les chantiers initiés en 2012 se poursuivent en 2013. Au vu de l'achèvement du Programme en décembre 2013, il est donc prudent d'en tenir compte, afin d'éviter des contentieux entre l'État et les prestataires.

15. Il faut noter que certaines infrastructures dans le cadre du FIC ont connu des malfaçons. Cette situation malencontreuse demande plus de rigueur dans le suivi et des mesures à prendre pour corriger les imperfections et les mettre aux normes requises. La qualité des ouvrages et la pérennité des acquis constituent dorénavant les défis à relever.

16. En vue de transférer la responsabilité de gestion et d'entretien de certaines infrastructures avant l'achèvement du Programme, le PDRD doit préparer l'inventaire des infrastructures réalisées et procéder à leur transfert aux structures habilitées sitôt que possible, et sans attendre la fin du Programme.

Composante 2 : Sécurisation foncière

17. Cette composante vise les objectifs suivants : (i) assurer une meilleure sécurisation foncière sur les terres non exploitées rationnellement en raison des conflits et contraintes foncières défavorables à la modernisation de la production agricole ; (ii) contribuer à l'amélioration de l'accès à la terre aux femmes, aux jeunes, aux migrants et aux groupes marginalisés identifiés; (iii) capitaliser les expériences acquises par d'autres projets/programmes au niveau national et sous régional; (iv) tester la viabilité et la cohérence des dispositions foncières postulées par le nouveau cadre institutionnel; (v) appuyer les communes dans le processus de gestion foncière – notamment la mise en place des structures de gestion foncière à travers des actions de renforcement des capacités et de dotations de matériels adéquats de travail.

18. Cette composante a enregistré un certain nombre de réalisations, dont 5 études socio-foncières et une centaine d'actions pilote de sécurisation foncière. De toutes les composantes, son taux d'exécution financier reste le plus faible, soit 36% tous financiers confondus et 47% de l'allocation du FIDA. Un total de 220 millions de FCFA alloué au Fonds de sécurisation foncière reste à être engagé.

19. Le Programme continue à accompagner la négociation sur les cessions de terres à travers des Procès-verbaux (PV) et poursuit son œuvre d'information et d'appui à

l'avènement d'un cadre favorable à l'accès à la terre par les plus pauvres. Les paragraphes suivants résument le niveau d'atteinte des objectifs du PTBA 2012 dans le cadre de cette composante.

20. *Les actions pilote de sécurisation foncière* ont été maintenues dans les 6 communes², mais connaissent un rythme de réalisation assez lent. Le processus des chartes foncières est encore à l'étape d'élaboration de TDR pour les manifestations d'intérêt, du fait du retard lié à la révision des contenus des requêtes demandée par le FIDA avant d'accorder la non-objection. Sept transactions foncières pour la réhabilitation des couloirs de passage ont abouti, alors que 13 n'ont pas fait l'objet d'accord entre les parties prenantes. La sécurisation des pistes à bétail a été entamée, mais certains travaux connaissent des contestations ou des revendications de dédommagement. Des PV de palabres pour 11 périmètres rizicoles sur 14 aménagés, totalisant une superficie exploitée de 122,5/100 ha, ont été dressés.

21. *La capitalisation des expériences réussies* de sécurisation foncière n'a pas évolué en dehors des études et des visites effectuées dans les années passées.

22. *Les outils de gestion* du Fonds de sécurisation foncière ont été validés en atelier le 11 juillet 2012 et il est envisagé de rendre le Fonds opérationnel en 2013. Dans un contexte de fin de Programme et de renouvellement des conseils municipaux, de nombreuses interrogations se font sur l'opportunité d'ouvrir un nouveau chantier avec de nouveaux organes et des instruments non encore testés.

23. *Les activités ciblées sur les thématiques FEM* (étude diagnostic sur les ressources objets de conflits, identification de sites, formation en GAC, etc.) sont au stade de recrutement des consultants.

24. Dans l'optique d'assurer la pérennité des consensus sociaux en matière de foncier, qui ont été obtenus avec difficulté et qui sont toujours précaires, la mission recommande vivement au Programme de surseoir à l'élaboration des chartes foncières, à la mise en œuvre *in extenso* du Fonds de sécurisation foncière et de concentrer ses efforts sur les actions de consolidation et de capitalisation.

Composante 3 : Développement durable des capacités productives

25. Cette composante vise à améliorer l'accès des populations cibles aux capitaux naturel, physique, social et financier via la protection et l'aménagement des terres agricoles, l'intensification et la diversification de la production agricole et l'appui aux AGR.

26. La composante a enregistré un taux de réalisation financière de 77% toutes sources de financements confondues, et 76% de l'allocation du FIDA, avec une grande partie des activités atteignant leurs objectifs physiques un an avant l'achèvement du Programme.

27. **Protection et aménagement de bassins versants.** Cette sous-composante a enregistré des réalisations significatives, au niveau physique, de presque 100%; elle a capté l'attention et l'appréciation des bénéficiaires dans les villages d'intervention. À date, les aménagements antiérosifs ont enregistré 22 285 ha de cordons pierreux, 1 360 ha de digues filtrantes, 33 946 ha de demi-lunes et zaï. Quant aux aménagements de périmètres maraîchers et de bas-fonds, 505 et 1 055 ha ont été réalisés respectivement.

28. En ce qui concerne les principales réalisations en 2012, le Programme a enregistré : a) 2 285,3 ha de cordons pierreux aménagés dans 211 villages sur une prévision de 2 000 ha (114,3%), b) 61 digues filtrantes aménagées équivalentes à 244 ha sur une prévision de 200 ha (122,0%), c) 5 018,7 ha de zaï et de demi-lunes pour la

² La mission de supervision 2011 avait préconisé un recentrage sur 2 provinces et sur 2 à 3 zones, mais du fait de l'engagement du PDRD auprès des 6 communes et du niveau d'avancement des actions entreprises, l'option a été prise de rester sur les 6 communes.

récupération des butes et glacis sur une prévision de 1 640 ha (306,0%), d) 122,5 ha de bas-fonds rizicoles aménagés et exploités sur une prévision de 100 ha (122,5%) avec 1 854 parcelles rizicoles aménagées au profit de 1 722 nouveaux exploitants dont 842 femmes, et e) creusage et busage de 41 nouveaux puits maraîchers et l'appui-encadrement de 37 sites maraîchers aménagés en 2011. La plupart des aménagements affichent un taux de réalisation de plus de 100%. Les aménagements de périmètres maraîchers s'intensifieront au cours du dernier trimestre 2012 après la saison hivernale.

29. Dans l'ensemble, les aménagements ont connu un grand succès en termes de superficies aménagées, qualité de travaux, et engouement des bénéficiaires pour leur réalisation et leur mise en valeur. La mission a pu vérifier la fonctionnalité et la durabilité de deux bas-fonds réalisés durant la période 2008 – 2009 ; ces aménagements sont toujours en exploitation et leur comité de gestion fonctionnel. Cependant, certaines insuffisances et déficiences méritent d'être adressées afin de consolider l'utilisation durable des aménagements : a) insuffisance d'études hydrauliques préalables à l'aménagement des bas-fonds, b) absence de règles écrites de gestion (cahier de charges) pour clarifier et codifier la discipline interne sur la mise en valeur des terres aménagées, c) absence de comptes d'exploitation prévisionnels annuels, et d) tendance à la non mise en valeur de certaines parcelles sur des anciens bas-fonds et insuffisance d'initiative d'entretien des casiers sur ces mêmes anciens aménagements.

30. **Intensification et diversification de la production.** La mise en œuvre de cette sous-composante est basée sur deux volets techniques: appui-conseil et recherche/accompagnement. Les champs d'apprentissage et les paysans facilitateurs constituent des moyens de vulgarisation pour une large diffusion des technologies. Il suffirait de mesurer d'une manière plus systématique leurs effets de reproduction et de multiplication..

- **Les activités d'appui-conseil agricole** ont été développées selon la méthodologie des 'Champs d'apprentissage' tenus par des producteurs endogènes appelés 'paysans facilitateurs'. À date, le PDRD a enregistré 1 066 paysans facilitateurs formés, qui mettent chacun en place un champ d'apprentissage de 0,5 à 1 ha en production végétale, où un paquet de techniques recommandées par la recherche sont en application à côté des techniques traditionnelles. L'appui-conseil a atteint ses objectifs quantitatifs à un niveau satisfaisant, avec 88% de champs d'apprentissage mis en place et 94% de producteurs formés sur les différentes techniques recommandées par la recherche et la vulgarisation.
- **Dans le cadre de la recherche/accompagnement participative**, le PDRD a mis en place plusieurs 'champs d'apprentissage' ou 'champs écoles' ayant permis de former à date 743 producteurs et productrices sur divers thèmes. Ceci constitue un acquis en matière de renforcement de compétences endogènes pour la reproductibilité des innovations. À cet égard, la capitalisation est un aspect important qui doit être intégré dans le processus d'apprentissage. Il est déplorable que jusqu'à présent, les résultats de la recherche conduite par l'INERA n'aient pas encore été entièrement capitalisés et diffusés aux partenaires, en particulier les producteurs et les services techniques impliqués. Il serait important de traduire les résultats en langues locales et de les disséminer parmi les groupes cibles, en vue de leur prise en compte dans les formations d'alphabétisation fonctionnelle.

31. **L'appui aux activités génératrices de revenus.** Cette sous-composante est mise en œuvre dans le cadre d'un partenariat établi avec la Fédération des Caisses Populaires du Burkina Faso (FCPB) et qui prévoit le renforcement du réseau des caisses populaires (CP) dans la zone d'intervention du PDRD (Nord, Centre-Nord) afin de faciliter et de renforcer l'accès du public cible du Programme (femmes et jeunes) aux services financiers de proximité (épargne, crédit).

32. *Partenariat avec l'URCPN (de la FCPB).* Le PDRD continue à collaborer étroitement avec l'Union Régionale des Caisses Populaires du Nord (URCPN) dans le cadre des activités d'appui-conseil aux caisses populaires participantes à la mise en œuvre du Programme. La Responsable en charge de la microfinance du PDRD participe régulièrement aux activités d'appuis-conseil de l'URCPN aux CP participantes au Programme et les animatrices du PDRD appuient le réseau des CP dans le recouvrement de crédits, la formation, l'accompagnement et le suivi des Caisses Villageoises (CV), les Associations de Crédit Intermédiaire (ACI) et le système de Crédit aux Femmes Commerçantes (CFC).

33. *Appui institutionnel aux CP.* La Caisse populaire de Kongoussi et trois points de service ont été construits et équipés avec l'appui du PDRD. Le réseau continue à desservir la population dans son territoire opérationnel et fournir des services de crédit et d'épargne aux bénéficiaires du Programme avec une prise en compte particulière des femmes et des pauvres. Au 31 juillet 2012, la Caisse a rapporté un volume d'épargne en cours de 1 580 millions de FCFA, un portefeuille de crédit en cours de 498 millions de FCFA, avec un total de 4 437 membres actifs. Elle a accordé un montant de crédit cumulatif de 1,5 milliards de FCFA à plus de 2 000 bénéficiaires du PDRD, dont la majorité est féminine.

34. *Crédit aux groupes cibles.* Le PDRD continue à travailler en étroite collaboration avec les huit caisses populaires situées dans sa zone d'intervention pour mettre en place des groupements de bénéficiaires dont la majorité des membres sont des femmes. Une fois structurés et formés par les animatrices du Programme, ces groupements deviennent des «caisses villageoises» et font appel aux crédits des CP afin d'entreprendre des AGR. La consolidation des caisses villageoises fait l'objet d'un suivi régulier; leurs membres féminins bénéficient d'un crédit progressif des CP, ainsi que l'appui-conseil en AGR des partenaires techniques du PDRD. À date, le PDRD a appuyé la mise en place de 802 caisses villageoises, et a facilité la promotion de certaines CV à associations de crédit intermédiaire et crédit aux femmes commerçantes. Avec huit nouvelles CV créées durant le premier semestre 2012, le nombre des CV, ACI et CFC a atteint un total de 1 193, avec 12 009 membres, dont 3 319 ont accédé à des crédits pour un montant de 156 millions de FCFA durant la même période. Notons que les Caisses populaires partenaires ont octroyé un crédit cumulé de 2 467 millions de FCFA à plus de 7 000 bénéficiaires du Programme depuis l'établissement du partenariat avec la FCPB.

35. *Fonds d'entrepreneuriat des femmes et des jeunes.* Le Fonds d'entrepreneuriat est destiné à fournir une garantie de crédit sous forme d'épargne nantie afin de faciliter l'accès des entrepreneurs femmes et jeunes ciblés par le PDRD au crédit formel des CP. Un protocole a été signé entre le PDRD, la Direction Générale de la FCPB et le Secrétariat général du MAH en décembre 2009, mais le Fonds est resté non-opérationnel pour plusieurs années. Suite à la supervision 2011, qui recommandait de rectifier cette situation dans les plus brefs délais, le Programme a entrepris des démarches conjointement avec l'URCPN et a mis en marche le fonds dans 8 CP. Une fiche d'identification des bénéficiaires éligibles à l'accès au crédit garanti a été finalisée et elle est utilisée par les animatrices du Programme pour acheminer les requêtes de crédit aux CP. 150 demandes de crédit ont été acheminées aux CP pour un volume de 278 millions de FCFA, et les caisses populaires ont déjà octroyé 38 crédits (dont 10 aux femmes), totalisant 72 millions de FCFA. Sur le principe de 10% d'épargne nantie pour la première année, 7 millions de FCFA seraient disponibles pour les caisses populaires prêteuses. Ceci représente un multiplicateur de 10 en accroissant les montants de crédit déboursés.

36. Généralement, un instrument de crédit tel que le Fonds d'entrepreneuriat ne peut atteindre un effet de levier significatif qu'après 5 - 6 ans d'opération. Il est essentiel de prendre des mesures et arrangements dès aujourd'hui pour que le Fonds puisse être opérationnel au sein des caisses populaires partenaires au moins pour 5 ans après

l'achèvement du PDRD. Autrement, sa raison d'être et son efficacité seraient largement compromises, et les gains se limiteraient plutôt à l'avancement physique et aux déboursés financiers.

37. **Don FEM.** Le don FEM prévoit 4 composantes: (i) Instances de décisions participatives et planification environnementale, (ii) Sécurité foncière et incitations aux investissements de gestion durable des terres, (iii) Intégrité écologique et gestion durable des écosystèmes des bassins versants retenus et (iv) Organisation et gestion.

38. *La composante « Instances de décisions participatives et planification environnementale »* a enregistré des acquis significatifs :

- a) Environ 1400 acteurs locaux et régionaux (CVD, conseillers municipaux, partenaires des services techniques, agents du PDRD) ont été formés en « écocitoyenneté et changements climatiques », à la gouvernance environnementale, en techniques de régénération naturelle assistée, etc ;
- b) des plans locaux d'actions environnementales ont été réalisés au profit de 3 communes pilotes (dans les bassins versants de Oula, Guibaré et Yako) ;
- c) 181 villages (sur 395) ont été appuyés en information et éducation environnementale ;
- d) 22 écoles ont été formées et équipées en éducation environnementale ;
- e) 15 bosquets villageois ont été réalisés sur une prévision de 10 ;
- f) La manifestation d'intérêt pour le recrutement de bureaux d'études pour l'appui à l'élaboration de plans locaux d'actions environnementales (PLAE) au profit de 3 communes pilotes restantes (Titao, Tougo et commune de Banh), et la Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux vient d'être lancée.

39. La mission a pu constater la bonne tenue des plants dans les écoles visitées. En outre, les écoles ont mis en place un comité d'élèves responsable pour l'entretien des plants.

40. *La composante « Sécurité foncière et incitations aux investissements de gestion durable des terres »* a connu les avancées suivantes :

- a) la traduction et diffusion des documents juridiques fonciers (politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural et loi portant régime foncier en milieu rural) ;
- b) l'information/sensibilisation de 100 villages sur les documents juridiques fonciers ;
- c) l'organisation, au profit des acteurs de la zone du Programme, d'un atelier sur la méthodologie de mise en place des structures locales de gestion foncière (SFR, CFV) et le règlement des litiges fonciers ;
- d) l'organisation de 6 ateliers communaux sur la méthodologie de mise en place des structures locales de gestion foncière (Service foncier rural, commission foncière villageoise) ;
- e) la prise en compte du genre dans les actions du Programme (20 à 30% de participation des femmes dans la gestion des bas-fonds aménagés et des périmètres maraîchers). Toutefois, les pesanteurs socioculturelles toujours persistantes et l'affluence des femmes et des jeunes sur les sites d'orpaillage de la région contribuent à affaiblir leur participation aux actions du Programme ;
- f) la manifestation d'intérêt pour le recrutement de bureaux d'études pour l'appui à l'élaboration de 6 chartes foncières locales de gestion des ressources naturelles dans 3 communes pilotes du Programme vient d'être lancée par l'Administration.

41. Dans le cadre de la *composante « Intégrité écologique et gestion durable des écosystèmes des bassins versants »* une étude de base et un inventaire des ressources des écosystèmes ont été réalisés sur chacun des 5 bassins versants sélectionnés et la zone pastorale de Banh.

42. De façon globale, des acquis ont été enregistrés en matière d'information /communication sur l'éducation environnementale, le reboisement au niveau des infrastructures sociales (écoles, centres de santé) et la méthodologie de mise en place de structures locales de gestion foncière. Cependant, il convient de relever que les activités majeures telles que : (i) la cartographie et l'analyse spatiale de la situation foncière dans les 5 bassins versants, (ii) l'élaboration des conventions locales/ chartes foncières dans les bassins versants, (iii) l'identification et mise en œuvre de sites pilotes de gestion alternative de conflits fonciers n'ont pas encore vu le jour. Ces actions sont déterminantes pour une gestion apaisée des écosystèmes dans les bassins versants identifiés. Il a été indiqué que la non-exécution des différentes activités est essentiellement due : (i) aux tensions de trésorerie connues par le PDRD ; (ii) l'adoption tardive du PTBA 2011 et du PTBA 2012 et (iii) l'adoption tardive des textes d'application (décret d'application de la loi sur le foncier rural, formulaires relatifs aux chartes foncières, etc.) devant régir la mise en œuvre de la loi portant le régime foncier en milieu rural. Ces textes règlementaires ont été publiés en 2011 et 2012.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Maintenir un programme régulier de formations et de sensibilisation auprès des membres des CVD, CM et OPA afin que les capacités structurales ne soient pas compromises avec le temps.	UCP	Durant oct. – déc. 12 et régulièrement
Formuler un format de règlements internes pour les groupements des exploitants des terres aménagées et accompagner les négociations pour aboutir à la mise en accord d'utilisation à terme.	UCP, comités de gestions	Avant septembre 2013
Planifier /exécuter les travaux d'investissement en tenant compte des délais de clôture du Programme dans la liquidation des engagements.	UCP et partenaires de mise en œuvre	Dès maintenant jusqu'à achèvement
Inventorier les infrastructures défectueuses, les corriger par ceux qui en sont responsables et assurer un suivi rigoureux de contrôle de qualité pour les projets d'infrastructures en cours et en vue.	UCP et les partenaires de mise en œuvre	Immédiatement et de façon continue
Faire l'inventaire des infrastructures de nature publique ou collective et procéder à leurs transferts aux structures habilitées.	UCP	Dès que possible et avant l'achèvement du Programme
Assurer la mise en place effective des structures de gestion du foncier dans les 6 communes-pilote (Gomposom, Guibaré, Titao, Banh, Tougo, Oula) et leurs 63 villages	UCP et ses partenaires	Immédiatement et jusqu'à la fin du Programme
Achever le processus de sécurisation des projets d'aménagements fonciers et disposant de PV de palabre ou de cession, à travers la délivrance d'actes légaux aux exploitants organisés en coopératives	UCP et ses partenaires	Immédiatement et jusqu'à la fin du Programme
Capitaliser les acquis du Programme en matière de foncier	UCP et ses partenaires	Immédiatement et jusqu'à la fin du Programme
Systematiser des études hydrauliques plus poussées en prélude aux aménagements de bas-fonds pour mieux comprendre, anticiper et organiser la gestion des crues	UCP	Durant 2013
Evaluer les possibilités de réhabilitation de certains anciens bas-fonds et périmètres endommagés sur la base de critères objectifs	UCP	Durant 2013
Elaborer des modèles de cahiers de charges des bas-fonds et des périmètres maraîchers, les adapter de façon participative aux réalités locales et former les producteurs à leur utilisation et appropriation	UCP	Dès maintenant et avant sept. 13
Renforcer les capacités des producteurs pour un entretien régulier et systématique des bas-fonds aménagés	UCP et services techniques	De façon continue
Systematiser l'exercice annuel de réalisation de comptes d'exploitation à l'échelle globale des aménagements et des exploitants individuels	UCP	Dès maintenant
Accompagner les producteurs des bas-fonds de plus de 10 ha à un partenariat avec les caisses populaires pour une introduction du warrantage afin de sécuriser les productions.	UCP	Dès maintenant
Faire une enquête auprès des paysans facilitateurs pour estimer leur échelle de multiplication et de reproduction auprès des agriculteurs.	UCP	Avant août 2013
Un compte d'exploitation prévisionnel simplifié doit être élaboré par le personnel d'appui-conseil pour quantifier les résultats des innovations techniques parmi les producteurs concernés	UCP, STP	Immédiatement et de façon continue
Capitaliser et diffuser à large échelle les résultats de la recherche conduite avec l'INERA en tant qu'efforts dans le cadre de gestion des savoirs du portefeuille de pays	UCP, INERA	Immédiatement et de façon continue
Négocier une entente pour que le fonds d'entrepreneuriat fonctionne encore dans les caisses populaires 5-6 ans après l'achèvement du Programme.	UCP, MAH, MEF, Dette publique, FIDA	Avant fin juillet 2013

D. Performance de l'exécution du projet

43. **Performance de gestion du Programme.** La gestion du Programme prévoit une unité centrale qui coordonne l'ensemble de la mise en œuvre et 3 antennes qui couvrent 5 provinces d'intervention. Les structures techniques de l'Etat, les prestataires et les organisations bénéficiaires participent à l'exécution des activités. Compte tenu des taux de réalisations physiques et financières et des résultats positifs dans la mise en œuvre, la gestion du Programme peut être jugée effective et satisfaisante. Néanmoins, les coûts de gestion s'élèvent à 140% des allocations initiales, ce qui a sans aucun doute affecté l'efficacité financière et opérationnelle du Programme. Il faut noter que les frais supplémentaires de gestion du Programme ont été largement supportés par le Gouvernement, qui à date a dû mobiliser 1 300 millions de FCFA supplémentaires, soit 5 fois plus de son allocation initiale, prenant en charge 31% du coût total de la gestion du Programme au lieu du 8% initialement prévu.

44. **Personnel de l'UGP.** Pour faire suite à la recommandation de la dernière supervision 2011, le Programme a réduit le nombre du personnel de 105 à 68. Ceci a sans aucun doute aidé à maintenir les coûts de salaires et de fonctionnement à un niveau acceptable. Par contre, les postes des cadres et des professionnels de l'UGP présentement en place devraient être sécurisés jusqu'à l'achèvement du Programme, afin d'assurer une efficacité et une continuité requises durant la dernière année de mise en œuvre, où les tâches de capitalisation, désengagement et achèvement seront intenses.

45. **Suivi et évaluation (SE).** Les données sont régulièrement collectées avec le concours de tous les acteurs du Programme. Les services techniques de l'Etat et les prestataires appuient la collecte et la transmission des données relatives aux activités exécutées sous leur responsabilité. Dans l'ensemble, le système de SE reflète l'avancement des réalisations physiques et financières d'une manière régulière. Les liens entre produits et résultats attendus sont confirmés par des études et enquêtes légères, appuyées par des rapports thématiques des services techniques. Pendant l'année prochaine, le Programme devra investir davantage dans la réalisation d'un bilan quantitatif et qualitatif des résultats obtenus et des impacts atteints. Pour ce faire, une enquête de *benchmark* auprès des bénéficiaires sera nécessaire afin de capturer des changements dans leurs moyens de subsistance. Cette enquête devrait être conduite au même moment que la dernière enquête SYGRI, préférablement avant la supervision 2013.

46. Le système de SE ne semble pas encore être en mesure d'enregistrer le total des bénéficiaires sans chevauchement. Il est également nécessaire de bien définir les statuts de «participant» et de «bénéficiaire» afin de mieux capturer l'étendue des appuis offerts par le Programme ainsi que leurs effets.

47. **Prise en compte du genre.** La revue sur la participation des femmes aux formations et aux activités de mise en œuvre a montré des taux satisfaisants en matière d'alphabétisation et de formations sur les techniques clé des AGR (voir paragraphe 8 ci-dessus). Par contre, même si des formations liées au leadership féminin ont été conduites, les instances de décision des structures locales présentent une minorité de femmes, et dans des postes préétablis.

48. Ce qui plus est, **le PDRD a réussi à faire accepter le principe de l'accès physique des femmes au foncier (43% d'attributaires de parcelles dans les bas-fonds aménagés et 63,69 dans les périmètres maraîchers) au-delà du quota genre (30%) requis au Burkina Faso.** Ceci est un succès qu'il faut consolider avec l'élaboration de cahiers de charges internes précisant les règles de fonctionnement et de gestion des périmètres et l'accès aux droits réels sur ces terres.

49. **Prise en compte de la pauvreté et des pauvres.** Le Programme a adopté la stratégie de ciblage géographique au niveau des villages bénéficiaires. Les villages sélectionnés appartiennent tous à la catégorie « pauvre » où la majorité, si ce n'est pas la totalité, de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Tandis que le total et le taux exact des pauvres appuyés sont à évaluer d'une manière mathématique et systématique, il est raisonnable d'affirmer que la majorité des bénéficiaires directs et indirects appartiennent aux segments vivant en dessous du seuil de pauvreté national.

50. **Efficacité de l'approche du ciblage.** Le Programme visait à intervenir dans 374 villages pauvres et présentement, 395 villages ont été inclus dans le cadre de l'appui du PDRD, soit 5% de plus que l'objectif initial. Le Programme a enregistré quelques 476 000 bénéficiaires directs par rapport à 430 000 prévus, soit 10% de plus que l'objectif initial. Au moins 30% des bénéficiaires sont des femmes. Les bénéficiaires appartenant à la catégorie des jeunes (15 – 35 ans) sont au moins 35% du total.

51. Les approches de ciblage mises en place sous différentes composantes semblent avoir connu des niveaux variables d'efficacité. Dans l'ensemble, les interventions menées directement auprès des ménages et individus bénéficiaires ont pour la plupart réussi à susciter des changements positifs et durables.

52. **Innovation et apprentissage.** Comme détaillé dans le paragraphe 30 ci-dessus, l'adoption des paquets technologiques, et leur vulgarisation par les paysans facilitateurs, s'est répandue bien au-delà de la zone d'intervention du Programme. La mission a été témoin des améliorations en moyens de subsistance parmi les producteurs bénéficiant de ces paquets : augmentation de la production agricole, revenus augmentés, surplus alimentaires familiaux.

53. L'appui institutionnel du PDRD au réseau des caisses populaires a été conforme aux principes d'une microfinance accessible et durable, avec une rentabilité satisfaisante en termes social et financier, comme expliqué dans les paragraphes 32-34 ci-dessus. La mise en place des comités de gestion dans le cadre du FIC démontre la présence d'un mécanisme d'auto-gouvernance qui assure la durabilité de l'actif collectif créé par le Programme.

54. **Partenariat.** Les partenaires locaux du Programme tels que les administrations locales, les structures techniques publiques, le réseau des CP et les groupements des bénéficiaires ont tous exprimé leur appréciation sur l'étroite collaboration du PDRD dans le cadre du développement rural et agricole. Ce partenariat contribue à sécuriser la production agricole dans la région du Nord; il n'aurait pas eu lieu sans les efforts continus de l'UGP.

55. **Gestion des savoirs.** Les bonnes pratiques du Programme sont régulièrement rapportées et certaines sont assez innovantes pour mériter la transposition à une plus grande échelle. L'UGP continue à conduire diverses activités pour capter et disséminer le savoir-faire du Programme. Des séances de communication, des sessions de formation technique, des voyages d'échange d'expériences, des ateliers de concertation et de partage des savoirs ont eu lieu ou sont en cours. Ceci contribue à la gestion des savoirs au niveau du portefeuille du pays et au partage et échange d'expériences avec d'autres projets et acteurs de développement dans le pays et ailleurs.

56. **Synergie et effet de levier entre composantes.** La mise en œuvre de chaque composante a conduit à la réalisation de nombreuses activités, dont la plupart pourraient être jugées satisfaisantes, mais avec un manque de synergie. Il est nécessaire de revoir la cohérence et l'enchaînement entre les composantes et leurs activités respectives. La gestion du Programme devrait en saisir l'interrelation et explorer la possibilité de maximiser l'effet de levier entre composantes.

BURKINA FASO
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
RAPPORT PRINCIPAL

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Sécuriser les postes des cadres et des professionnels de l'UCP jusqu'à la date d'achèvement du Programme	UCP, Gouvernement, FIDA	Jusqu'au 31 décembre 2013
Conduire une enquête de <i>benchmark</i> en même temps que le dernier SYGRI	UCP	Avant la supervision 2013
Retracer et enregistrer le nombre des bénéficiaires directs sans chevauchement et désagrégé par genre	UCP et les agences d'exécution	Immédiatement et jusqu'à l'achèvement du Programme
Documenter les innovations et les bonnes pratiques dans le cadre de la gestion du savoir	UCP, bureau du pays	Immédiatement et de façon continue

E. Aspects fiduciaires

57. **Gestion financière.** L'exécution financière du Programme tous financiers confondus est rapportée à 80% au 31 août 2012. La majorité des allocations ont été déboursées pour le FIDA (90%), la BOAD (94%), et le Gouvernement (79%), tandis que les décaissements du FEM et de l'OFID ont été enregistrés pour des taux respectifs de 61% et 41%. En ce qui concerne les allocations du FIDA³, la majorité des ressources du Programme ont été décaissées à plus de 80%, sauf la catégorie 6 (les trois fonds) et la catégorie 3 (études et assistance technique).

58. **Décaissement.** Jusqu'au 25 septembre 2012, le FIDA a décaissé un total de 9 620 313,85 DTS du Compte Spécial, soit 89,91% de l'allocation totale et équivalent à 14 809 467,05 USD. Si le dépôt initial est déduit, le montant total décaissé est de 9 045 878 DTS, soit 85%. Tous financements confondus, le Programme a enregistré un décaissement totalisant 15 561 millions de FCFA (équivalent à 28,6 millions d'USD).

59. **Compte spécial FIDA.** Au 1er sept. 2012, le Compte Spécial du Prêt FIDA et le compte des opérations sont respectivement créditeurs de 29 690 480 FCFA et 194 383 293 FCFA. Une DRF est en cours de préparation pour un total de 151 762 692 FCFA. Aucune DRF n'est en attente au FIDA. La différence non rapprochée de 74 163 607 FCFA s'explique par : a) avances de fonds à justifier pour des formations en cours au niveau des antennes régionales, b) dépenses de salaires et de fonctionnement retenues sur la DRF 109 et réintroduites dans la DRF en préparation, c) dépenses de fonctionnement éligibles à la contrepartie préfinancées par le FIDA, et d) dépenses de fonctionnement éligibles à la BOAD préfinancées par le FIDA.

Compte spécial prêt FIDA	FCFA	FCFA
Avance initiale	450 000 000	
Solde du compte spécial BCEAO au 01/09/2012		29 690 408
Solde compte opération Solde du compte banque (BICIA B) au 01/09/2012		194 383 293
Solde en caisse au 01/09/2012		N/A
DRF en préparation		151 762 692
DRF au FIDA mais pas encore créditées		0
Différence non rapprochée	74 163 607	

³ Situation de fonds par catégorie au 25 sept. 2012, FIDA.

BURKINA FASO
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
RAPPORT PRINCIPAL

Compte spécial don FEM	FCFA	FCFA
Dépôt initial compte spécial	164 000 000	
Solde du compte spécial BCEAO au 01/09/2012		7 779 896
Solde compte opération Solde du compte banque (BICIA B) au 01/09/2012		103 592 527
Solde en caisse UGP au 01/09/2012		N/A
DRF en préparation		41 380 317
DRF au FIDA mais pas encore créditées		0
Différence non rapprochée	11 247 260	
- Dépenses éligibles à la BOAD préfinancées par FEM	11 168 815	
- Frais bancaires	78 445	

Compte spécial prêt OFID	FCFA	FCFA
Dépôt initial compte spécial	25 000 000	
Solde du compte spécial BCEAO au 01/09/2012		2 082 674
Solde compte opération Solde du compte banque (BICIA B) au 01/09/2012		175 426
Solde en caisse UGP au 01/09/2012		N/A
DRF à l'OFID mais pas encore créditées (DRF 31)		21 658 200
DRF OFID en cours de préparation		883 000
Différence non rapprochée (frais bancaires)	200 700	

60. L'analyse des Comptes spéciaux du FEM et de l'OFID ne révèle aucune irrégularité notable.

61. **Financement de la contrepartie.** La participation de l'Etat dans le financement du PDRD s'élève à 2 758 millions de FCFA, soit 79% de son allocation prévue pour le financement du Programme. Les points d'application dudit financement sont principalement les pourcentages de dépenses non prises en compte par les ressources des bailleurs, une partie des frais de fonctionnement et les taxes.

62. Pour l'année 2012, le Programme a reçu le premier versement de la contrepartie pour un montant de 205 612 467 FCFA, soit seulement 55% de l'allocation annuelle. Le deuxième versement est attendu début novembre 2012, et engendrera vraisemblablement un préfinancement par d'autres financiers. Le versement du financement de la contrepartie devrait être fait conformément aux besoins du PTBA. Pour l'année 2013, les versements devraient être effectués sitôt le PTBA approuvé, afin d'éviter le manque de fonds pour financer les activités de mise en œuvre.

63. **Don FEM.** En ce qui concerne le don FEM, il figure une disproportion sur la catégorie « salaires et coûts de fonctionnement », avec un taux de décaissement de 121%. Ce dépassement s'explique partiellement par le financement sur les fonds FEM de certains coûts de fonctionnement des années 2010 et 2011 pour lesquels le FIDA avait interrompu les décaissements sur le fonds du prêt FIDA. La requête de réallocation des fonds du don FEM a été rejetée par le FIDA étant donné que toutes les catégories de dépenses, sauf « salaires et coûts de fonctionnement », étaient décaissées au-dessous de 50%. La mission suggère au Programme de proposer une nouvelle réallocation seulement au moment où les progrès des activités du don seront plus significatifs.

64. **Dispositions de l'accord de prêt.** Les états financiers 2011 n'ont pas été envoyés à temps au FIDA. Autrement, les dispositions de l'accord de prêt sont respectées.

65. **Passation des marchés.** Des difficultés ont été régulièrement rapportées au niveau de la procédure d'acquisition des biens et services. Le temps requis en moyenne est de 4 - 6 mois pour compléter la procédure de l'appel d'offre national. L'UGP devrait prendre en compte davantage ce délai en 2013 et prévoir assez de temps pour la mise en œuvre des activités prévues pour 2013. La revue du système de contrôle interne indique que la documentation sur la passation des marchés est en bon ordre ; aucune irrégularité notable n'a été constatée.

66. **ECD.** Après vérification de l'existence de pièces justificatives pour les ECD tant pour les fonds FIDA (DRF 112 et 113) que FEM (DRF 12 et 13) et OFID (DRF 31), sur échantillonnage pour la période octobre 2011 – mars 2012, les conclusions sont les suivantes : globalement la documentation sous ECD est disponible, mais avec un manque, dans quelques cas, des pièces justificatives. Les dépenses revues sont éligibles et conformes aux Accords de financements et aux normes de passation des marchés burkinabé et du FIDA. **La mission recommande de bien classer toutes les pièces justificatives dans les dossiers respectifs..**

67. **Audit.** Le rapport d'audit réalisé par le Cabinet CAFEC-KA pour l'exercice 2011 a été préparé et transmis au FIDA dans le délai convenu avec les opinions suivantes : i) qualifiée sur les états financiers (pour un préfinancement de 295 825 FCFA); ii) non qualifiée sur les Comptes Spéciaux et (iii) qualifiée sur les ECD et DRF.

68. La mission a vérifié, avec l'équipe de l'UCP, les recommandations formulées dans le rapport d'audit 2011 qui concernent surtout : i) les préfinancements et ii) un montant non remboursé sur la DRF 109 (voir par. « *Situation des Comptes Spéciaux* ») que **le projet devra réintroduire** dans la prochaine DRF (DRF 114) avec les pièces justificatives nécessaires.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Verser le financement de contrepartie sitôt le PTBA2012 approuvé	Le Gouvernement	Promptement en correspondance avec la mise en œuvre
Considérer une nouvelle réallocation du don FEM seulement quand les progrès des activités concernées ont été jugés significatifs et satisfaisants par le FIDA	Le Gouvernement et l'UCP	En temps voulu

F. Durabilité

69. **Durabilité institutionnelle.** La durabilité institutionnelle est reflétée dans la collaboration avec les Directions Régionales des Ministères participant à la mise en œuvre, ainsi que l'appui institutionnel à la FCPB dans le cadre de l'amélioration de l'accès du crédit pour les groupes cible. Le PDRD a investi dans le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des services publics ; la plupart de ses interventions auprès des bénéficiaires ont été accompagnées par les services techniques de l'Etat.

70. **Durabilité financière et économique.** Il est encore trop tôt pour mesurer la durabilité économique et financière du Programme. Cependant, des changements positifs ont été observés par la mission de supervision sur le terrain, surtout dans le cadre des capitaux améliorés au niveau des ménages bénéficiaires.

71. **Durabilité technique.** La durabilité technique sera évaluée une fois que les résultats de différentes composantes et activités seront systématiquement revus à la fin du Programme. Présentement, l'UGP, les partenaires techniques et les bénéficiaires ont tous exprimé leur confiance et reconnaissance concernant la viabilité et la praticabilité techniques des méthodes et paquets technologiques introduits.

72. **Durabilité socio-économique.** Le Programme a investi dans l'aménagement des bas-fonds, dont certains sont exploités par les individus bénéficiaires dans un cadre d'entente ou consensus avec les propriétaires fonciers à travers des PV de palabre. Ce cadre d'exploitation risque de devenir très fragile à l'achèvement du Programme, alors que certains propriétaires ont déjà montré l'intention de rompre l'entente, y compris l'accès et l'utilisation des terres aménagées par les exploitants non-propriétaires. Une des premières priorités du Programme en 2013 est de revoir tous les arrangements de ce genre, proposer une formule d'entente et faciliter les négociations entre les exploitants et les propriétaires fonciers afin de minimiser le risque de non-accès et de conflit social après l'achèvement du Programme.

73. **Durabilité environnementale.** Le Programme a eu un impact positif sur l'environnement, avec son approche de CES/AGF axée sur la protection de l'environnement et de sa base productive. Le renforcement des capacités et l'encadrement de la population locale, ainsi que l'atténuation des facteurs de dégradation à travers l'aménagement foncier et la récupération des terres dégradées permettront de renverser la tendance régressive chronique et d'instaurer des systèmes de production et d'élevage intégrés, rentables et durables.

74. **Stratégie de sortie.** Dès sa conception, le Programme prévoyait un transfert de responsabilité aux bénéficiaires et aux structures techniques publiques et privées afin de garantir la durabilité des investissements promus. Dans le cadre d'un dialogue concret et opérationnel que le PDRD a déjà entamé avec les services techniques et les collectivités locales, le Programme fera l'inventaire des infrastructures, équipements, partenariats de service et services créés. La responsabilité de la gestion et de l'entretien doit être bien définie aux niveaux individuel, collectif et organisationnel. Certains services et installations doivent être intégrés aux réseaux publics ou institutionnels pour faire partie du système de service pérenne.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Proposer une formule d'entente avec les propriétaires fonciers et faciliter les négociations afin de sécuriser l'accès continu des exploitants aux bas-fonds aménagés.	UCP	Avant l'achèvement du Programme
Commencer le transfert de responsabilité aux structures publiques et responsabiliser les collectivités pour la prise en soins des actifs communs	UCP	Immédiatement et jusqu'à l'achèvement du Programme

G. Autres aspects

75. **Impact.** L'impact sera à évaluer systématiquement via l'exercice des enquêtes de SYGRI et *benchmark* qui sont prévues avant l'achèvement du Programme. Ces enquêtes devront être réalisées par des consultants experts, étant donné que la première enquête SYGRI réalisée dans le cadre du Programme n'est pas conforme aux indications du FIDA.

76. **PTBA 2013.** Le Programme a présenté à la mission une version préliminaire de son PTBA 2013. Les éléments essentiels pour la mise en œuvre durant cette dernière année d'exécution semblent être inclus, tels que la consolidation et la capitalisation des réalisations physiques, sociales et humaines, et les soucis de développement durable. Néanmoins, le document est plutôt volumineux, et la cohérence reste à être renforcée entre les budgets alloués aux activités et les soldes disponibles. Afin de faciliter la non-objection rapide du PTBA 2013, il est préférable que l'UGP fasse un résumé sur : a) l'avancement matériel cumulé comparé aux objectifs physiques, b) les réalisations financières cumulées par financier comparées aux allocations effectives, et c) les objectifs physiques et financiers restant à réaliser comparés avec les soldes des allocations par financier. Les prix unitaires devraient être présents et mis à jour sur la base des coûts réels du marché, et ce dans un tableau de synthèse. Les activités proposées doivent être conformes aux soldes disponibles sous les différentes

composantes, et sans dépasser le seuil de catégorie de dépense relative. Les parties narratives serviraient à expliquer et clarifier les démarches de mise en œuvre.

77. En plus, le PDRD devra inclure dans son PTBA 2013 un plan d'action pour l'achèvement du Programme. Les démarches d'achèvement et clôture doivent prendre en considération, entre autres, les éléments suivants :

- a) *Rapport d'achèvement et atelier des parties prenantes.* Un rapport d'achèvement selon le modèle requis par le FIDA devra être préparé par l'UGP, avec l'appui d'un consultant expert, entre l'achèvement et la clôture. Les résultats de ce rapport seront validés par un atelier des parties prenantes qui sera organisé par l'UGP.
- b) *Equipe de veille entre l'achèvement et la clôture.* Afin de permettre au Programme de clôturer dans de bonnes conditions, le PDRD doit établir une équipe qui devra rester fonctionnelle jusqu'à la fin du Programme. Cette équipe pourrait être composée par: le Coordonnateur, le RAF, 1 chauffeur.
- c) *Transfert de l'actif.* Afin de sécuriser le patrimoine du Programme, l'UGP devra établir les inventaires et prendre les mesures nécessaires pour procéder au transfert des équipements et des véhicules selon les dispositions prévues par l'accord de prêt.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réviser le PTBA 2013 et le soumettre à l'approbation du FIDA au plus tard avant fin décembre 2012	UCP	Avant fin décembre 2012
Procéder à la préparation de l'achèvement et de la clôture	UCP	Immédiatement et jusqu'à l'achèvement

H. Conclusion

78. Après sept ans de mise en œuvre, le PDRD est entré dans la phase de consolidation de ses réalisations et d'une plus grande valorisation de ses investissements, en ligne avec les objectifs escomptés du Programme. Appréciée sur l'ensemble des avancements physiques et des taux de décaissements, la mise en œuvre a connu une progression satisfaisante et ses liens paraissent palpables avec un certain nombre d'observations positives recueillies auprès des bénéficiaires. Tel que confirmé par les parties prenantes et les groupes cibles, le PDRD a joué un rôle clé dans la sécurisation de la production agricole dans la région du Nord, avec des réalisations physiques bien démontrables; ses contributions au développement rural et agricole local ne se limiteraient pas à ses accomplissements tangibles, mais iraient jusqu'à susciter une synergie d'efforts parmi les acteurs économiques locaux.

79. Cependant, la mise en œuvre de certaines interventions a connu des difficultés et la pression se fait sentir davantage pour trouver des solutions livrables un an avant l'achèvement. La composante «Sécurisation foncière» risque de ne pas atteindre son objectif escompté, faute de stratégie d'intervention et d'approche efficace; les bénéficiaires de certaines terres aménagées sont exposés à l'incertitude d'accès et d'utilisation sitôt le Programme achevé; le Fonds d'entrepreneuriat récemment mis en opération n'aurait pas assez de temps pour jouer un rôle de levier financier, à moins qu'une entente ne soit conclue pour qu'il continue à fonctionner au sein des Caisses populaires pendant une période suffisante pour donner des résultats satisfaisants après l'achèvement du Programme.

80. Sur la base de ce qui précède, et en vue de l'achèvement du Programme le 31 décembre 2013, il est important que pendant la dernière année de mise en œuvre le PDRD tienne compte de ces défis et intervienne avec des mesures et actions livrables dans les délais impartis, et conformément aux ressources disponibles et aux procédures en vigueur. La priorité sera de consolider les réalisations du passé et de capitaliser les résultats atteints d'une manière systématique et durable. Ceci ne peut pas se faire sans maintenir un bon équilibre entre l'efficacité de gestion et un niveau raisonnable de coût,

et sans renforcer davantage le partenariat avec des systèmes et structures pérennes et opérationnels.

81. Avec une gestion diligente et une mise en œuvre performante pendant la prochaine année, le PDRD se confirmerait davantage dans ses accomplissements en termes de capitalisation physique, naturelle, financière et sociale parmi les groupes cibles défavorisés, ainsi que dans son rôle clé de sécuriser la production agricole afin de contrer la pauvreté rurale dans sa région d'intervention.

Appendices

- Appendice 1 Résumé de l'état d'avancement du projet et notes
- Appendice 2 Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus
- Appendice 3 Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante
- Appendice 4 Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
- Appendice 5 Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI
- Appendice 6 Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits
- Appendice 7 Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

BURKINA FASO
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Faits essentiels

Pays	Burkina Faso	No. du projet	1247	No. du prêt/don DSF	639
Projet	Programme de développement rural durable			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	19/12/2012			Conditions de financement	HC
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	6	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	01/10/2012	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	11/03/2011		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	02/12/2004			Coût total	38.31	
Accord	15/02/2005	Délai d'entrée en vigueur	10.5	FIDA Total	16.03	
Entrée en vigueur	12/10/2005	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	16.03	92
Examen à mi-parcours	30/03/2009			Don DSF		
Achèvement	31/12/2013	Dernier amendement	03/08/2012	Don FIDA		
Clôture	30/06/2014	Dernier audit	11/06/2012	Financement national total	9.44	
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	3.03	88
				Government (National)	6.41	79
				Cofinancement total	12.84	
				BOAD	3.83	95
				OFID	2.89	35
				GEF	6.12	61

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	4	5	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	3	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
------------------------------	------------	----------	----------------	------------	----------

BURKINA FASO
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

1. Structuration paysanne	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	5
2. Sécurisation foncière	4	3	2. Autonomisation	4	4
3. Développement durable des capacités productives	5	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
4. Organisation et gestion du programme	4	4	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

Après sept ans de mise en œuvre, le PDRD est entre dans la phase de consolidation de ses réalisations et d'une plus grande valorisation de ses investissements, en ligne avec les objectifs escomptés du Programme. Appréciée sur l'ensemble des avancements physiques et des taux de décaissements, la mise en œuvre a connu une progression satisfaisante et ses liens paraissent palpables avec un certain nombre d'observations positives recueillies auprès des bénéficiaires. Tel que confirme par les parties prenantes et les groupes cibles, le PDRD a joué un rôle clé dans la sécurisation de la production agricole dans la région du Nord, avec des réalisations physiques bien démontrables; ses contributions au développement rural et agricole local ne se limiteraient pas à ses accomplissements tangibles, mais iraient jusqu'à susciter une synergie d'efforts parmi les acteurs économiques locaux.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Les actifs physiques, naturels et financiers que le Programme a contribué à renforcer sont bien présents auprès des ménages bénéficiaires et les communautés d'intervention. En renforçant encore plus les capacités sociales et humaines des bénéficiaires en gestion et administration des investissements apportés par le Programme, on assurerait une durabilité à long terme des acquis. La lourdeur administrative des procédures de passation des marchés continue à être rapportée, affectant ainsi l'exécution de certains travaux d'infrastructure. L'ensemble de la composante Sécurisation foncière a connu une lente progression depuis le début et aura du mal à rattraper ce retard. Le fonds d'entrepreneuriat vient d'être mis en opération, alors que le Programme commence à préparer son désengagement en perspective de son achèvement.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Dans l'ensemble, les interventions directement menées auprès des bénéficiaires ont pour la plupart réussi à susciter des changements positifs et de perspective durable. L'impact sera à évaluer systématiquement via l'exercice des enquêtes de SYGRI et benchmark prévues avant l'achèvement du Programme. Parmi les principaux succès du PDRD en 2012 on peut mentionner des taux de réalisations nettement supérieurs à la prévision: (i) 114% de cordons pierreux aménagés; (ii) 122 % de digues filtrantes aménagées; (iii) 306% de zaï et de demi-lunes réalisés pour la récupération des butes et glaciés et (iv) 122 % de bas-fonds rizicoles aménagés et exploités. Dans l'ensemble, les aménagements ont connu un engouement des bénéficiaires pour leur réalisation et leur mise en valeur. La revue sur la participation des femmes aux formations et aux activités de mise en œuvre a montré des taux satisfaisants en matière d'alphabétisation et de formations sur les techniques clés des AGR. Ce qui plus est, le PDRD a réussi à faire accepter le principe de l'accès physique des femmes au foncier (43% d'attributaires de parcelles dans les bas-fonds aménagés et 63,69 dans les périmètres maraîchers) au-delà du quota genre (30%) requis dans la réglementation au Burkina Faso. Ceci est un succès qu'il faut consolider avec l'élaboration de cahiers de charges internes précisant les règles de fonctionnement et de gestion des périmètres et l'accès aux droits réels sur ces terres.

C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les coûts de gestion s'élèvent à 140 pourcent des allocations initiales, ce qui a sans aucun doute affecté l'efficacité financière et opérationnelle du Programme. Notons que les frais supplémentaires de gestion du Programme ont été largement pris en charge par le Gouvernement, qui a dû mobiliser 1 300 millions de FCFA supplémentaires, soit 5 fois plus de son allocation initiale, prenant en charge 31 pourcent du coût total de la gestion du Programme au lieu du 8 pourcent initialement prévu.
Avancement de l'exécution du projet	D'une manière générale, l'avancement et les acquis du PDRD sont satisfaisants. Le Programme doit s'inscrire maintenant dans une démarche de transfert des responsabilités et s'assurer que tous les appuis de renforcement à la base et aux organisations paysannes se concentrent sur leur pérennité et leur bonne gestion avec la mise en place des outils de gestion qui permettent une gouvernance transparente et efficace pour mieux servir les objectifs de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations rurales dans la zone du Programme.
Produits et réalisations	L'ensemble de la composante Sécurisation foncière a connu une lente progression depuis le début et aura du mal à rattraper ce retard. Le fonds d'entrepreneuriat vient d'être mis en opération, alors que le Programme commence à préparer son désengagement en perspective de son achèvement.
Durabilité	Le Programme a investi dans l'aménagement des bas-fonds, dont certains sont exploités par les

BURKINA FASO
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

individus beneficiaires sous un cadre d entente ou consensus avec les proprietaires fonciers. Ce cadre d exploitation risque de devenir tres fragile a l achievement du Programme, alors que certains proprietaires ont deja montre l intention de rompre l entente, y compris l acces et l utilisation des terres amenees par les exploitants non proprietaires. Une des premieres priorites du Programme en 2013 est de revoir tous les arrangements de ce genre, de proposer une formule d entente et de faciliter les negociations entre les exploitants et les proprietaires fonciers afin de minimiser le risque de non acces et de conflit social apres l achievement du Programme.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Coûts de fonctionnement élevés	Maintenir les postes des cadres et professionnels jusqu'à l'achèvement et l'Etat continue à prendre en charge les frais de gestion non couverts par les bailleurs	Avant l'achèvement	
Securisation fonciere	Mesures livrables durant les delais et conformément aux objectifs de la composante 2	Durant le PTBA 2013	
Passages de couloirs	Concertation avec les communautaires	Immédiatement	
Fonds d'entrepreneuriat	Négocier une entente post Programme pour que le fonds puisse continuer à fonctionner après la clôture	Avant septembre 2013	
Utilisation et accès aux bas fonds aménagés	Faciliter et finaliser l'entente entre propriétaires fonciers et beneficiaires exploitants	Avant septembre 2012	

Appendice 2 : Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Avancement
Mise en œuvre			
Inclure les retards de mise en œuvre 2012 dans le PTBA 2013 et mettre en exécution le dernier avant fin février 2013.	UCP, le Gouvernement et le FIDA	Avant fin janvier 2013	
Produits et réalisation			
Maintenir un programme régulier de formations et de sensibilisation auprès des membres des CVD, CM et OPA afin que les capacités structurales ne soient pas compromises avec le temps.	UCP	Durant oct. – déc. 12 et régulièrement	
Formuler un format de règlements internes pour les groupements des exploitants des terres aménagées et accompagner les négociations pour aboutir à la mise en accord d'utilisation à terme.	UCP, comités de gestions	Avant septembre 2013	
Planifier et exécuter les travaux d'investissement en tenant compte des délais de clôture du Programme dans la liquidation des engagements.	UCP et ses partenaires de mise en œuvre	Dès maintenant et jusqu'à l'achèvement du Programme	
Faire l'inventaire des infrastructures défectueuses, les corriger par ceux qui en sont responsables et assurer un suivi rigoureux de contrôle de qualité pour les projets d'infrastructures en cours et en vue.	UCP et les partenaires de mise en œuvre	Immédiatement et de façon continue	
Faire l'inventaire des infrastructures de nature publique ou collective et procéder à leurs transferts aux structures habilitées.	UCP	Dès que possible et avant l'achèvement du Programme	
Assurer la mise en place effective des structures de gestion du foncier dans les 6 communes-pilote (Gomposom, Guibaré, Titato, Banh, Tougo, Oula) et leurs 63 villages	UCP et ses partenaires	Immédiatement et jusqu'à la fin du Programme	
Achever le processus de sécurisation des projets d'aménagements fonciers et disposant de PV de palabre ou de cession, à travers la délivrance d'actes légaux aux exploitants organisés en coopératives	UCP et ses partenaires	Immédiatement et jusqu'à la fin du Programme	
Capitaliser les acquis du Programme en matière de foncier	UCP et ses partenaires	Immédiatement et jusqu'à la fin du Programme	
Systématiser des études hydrauliques plus poussées en prélude aux aménagements de bas-fonds pour mieux comprendre, anticiper et organiser la gestion des crues	UCP	Durant 2013	
Evaluer les possibilités de réhabilitation de certains anciens bas-fonds et périmètres endommagés sur la base de critères objectifs conséquents	UCP	Durant 2013	
Elaborer des modèles de cahiers de charges des bas-fonds et des périmètres maraîchers, les adapter de façon participative aux réalités locales et former les producteurs à leur utilisation et appropriation	UCP	Dès maintenant et avant sept. 13	
Renforcer les capacités des producteurs pour un entretien régulier et systématique des bas-fonds aménagés	UCP et services techniques	De façon continue	
Systématiser l'exercice annuel de réalisation de comptes d'exploitation tant à l'échelle globale des aménagements que des exploitants individuels	UCP	Dès maintenant	
Accompagner les producteurs des bas-fonds de plus de 10 ha à un partenariat avec les caisses populaires pour une introduction du warrantage afin de sécuriser les productions.	UCP	Dès maintenant	
Faire une enquête auprès des paysans facilitateurs pour estimer leur échelle de multiplication et de reproduction auprès des agriculteurs.	UCP	Avant août 2013	
Un compte d'exploitation prévisionnel simplifié doit être élaboré par le personnel d'appui-conseil pour quantifier les résultats des innovations techniques parmi les producteurs concernés	UCP, STP	Immédiatement et de façon continue	

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Avancement
Capitaliser et diffuser largement les résultats de la recherche conduite avec l'INERA en tant qu'efforts dans le cadre de gestion des savoirs du portefeuille de pays	UCP, INERA	Immédiatement et de façon continue	
Négocier une entente pour que le fonds d'entrepreneuriat continue à fonctionner dans les caisses populaires 5-6 ans après l'achèvement du Programme.	UCP, MAH, MEF, Dette publique, FIDA	Avant fin juillet 2013	
Performance de l'exécution			
Sécuriser les postes des cadres et des professionnels de l'UGP jusqu'à l'achèvement du Programme	UCP, Gouvernement, FIDA	Jusqu'au 31 décembre 13	
Conduire une enquête de <i>benchmark</i> en même temps que le dernier SYGRI	UCP	Avant la supervision 2013	
Retracer et enregistrer le nombre des bénéficiaires directs sans chevauchement et désagrégé par genre	UCP et les agences d'exécution	Immédiatement et jusqu'à l'achèvement du Programme	
Documenter les innovations et les bonnes pratiques dans le cadre de la gestion du savoir	UCP, bureau du pays	Immédiatement et de façon continue	
Aspects Fiduciaires			
Verser le financement de contrepartie sitôt le PTBA est approuvé pour 2013	Le Gouvernement	Promptement en correspondance avec la mise en œuvre	
Considérer une nouvelle réallocation du fonds FEM seulement quand les progrès des activités concernées ont été jugés significatifs et satisfaisants par le FIDA	Le Gouvernement et l'UCP	En temps voulu	
Durabilité			
Proposer une formule d'entente avec les propriétaires fonciers et faciliter les négociations afin de sécuriser l'accès continu des exploitants aux bas-fonds aménagés.	UCP	Avant l'achèvement du Programme	
Commencer le transfert de responsabilité aux structures publiques et responsabiliser les collectivités pour la prise en soins des actifs communs	UCP	Immédiatement et jusqu'à l'achèvement du Programme	
Autres aspects			
Réviser le PTBA 2013 et le soumettre à l'approbation du FIDA au plus tard avant fin décembre 2012	UCP	Avant fin décembre 2012	
Procéder à la préparation de l'achèvement et de clôture	UCP	Immédiatement et jusqu'à l'achèvement	

Appendice 3: Questions financières. Exécution effective des obligations de financement par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Tableau 3A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Table 3A: Financial performance by financier (Au 15 sept. 2012)

Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursments ('000 USD) (1)	Déboursement contre # approuvé/commis	Déboursement contre # effectif
Prêt du FIDA	16,000	16,000	14,078	88%	88%
FEM	2,000	2,010	611	31%	30%
OFID	2,900	2,876	1,016	35%	35%
BOAD	3,800	5,516	5,162	136%	94%
Gouvernement	6,400	6,388	5,073	79%	79%
Bénéficiaires	3,000	3,022	2,674	89%	88%
Total	34,100	35,814	28,614	84%	80%

Tableau 3B: Exécution des obligations de financement par composante (en milliers de USD), au 31 août 2012

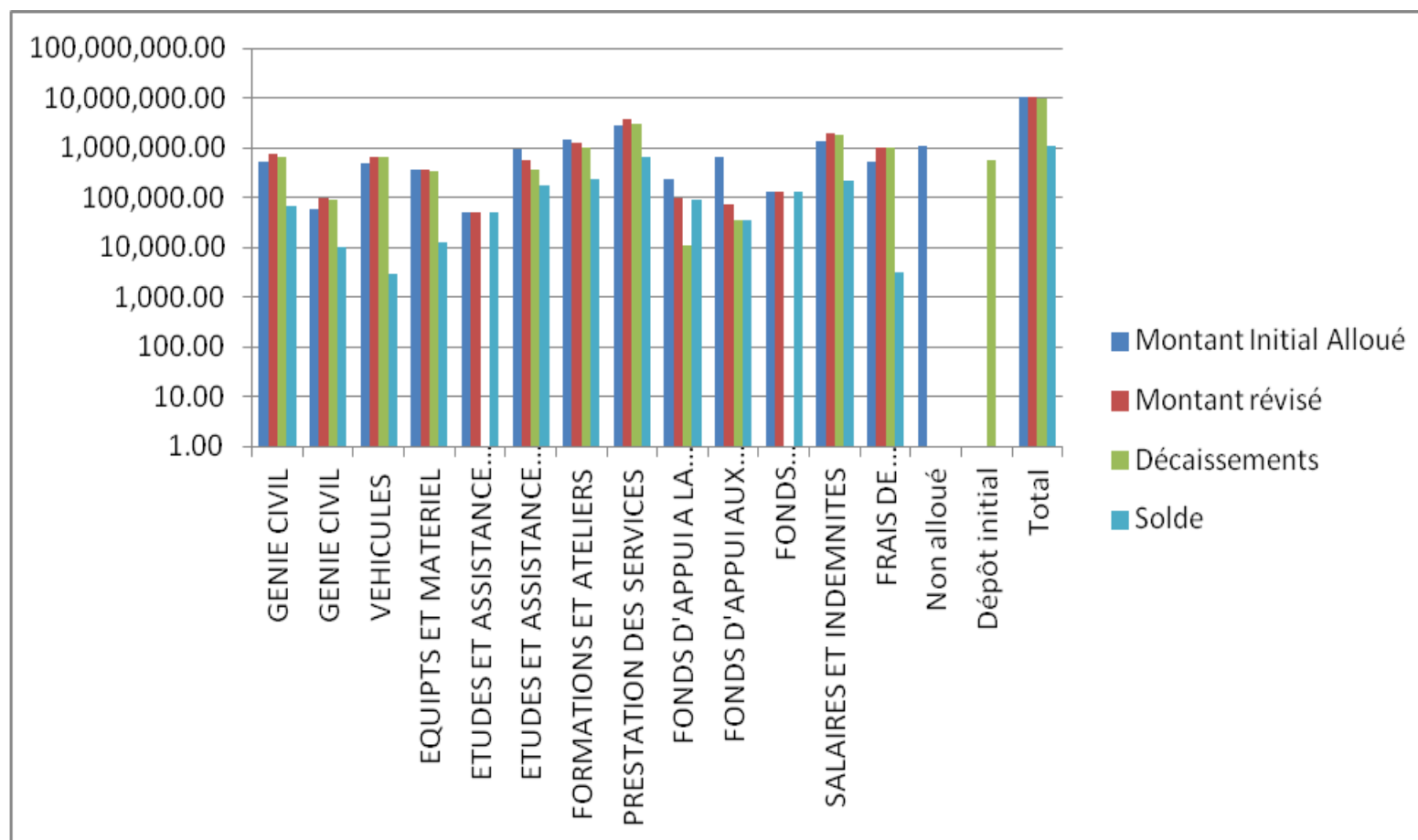
FINANCIERS ('000USD)	FIDA			BOAD			ETAT			FEM			OFID			BENEFICIAIRES			TOTAL		
Composantes	# effectif	# réalisé	%	# effectif	# réalisé	%	# effectif	# réalisé	%	# effectif	# réalisé	%	# effectif	# réalisé	%	# effectif	# réalisé	%	# effectif	# réalisé	%
Structuration Paysanne	2,624	2,676	102%	5,516	5,162	94%	3,724	1,771	48%	508	48	9%	1,700	977	57%	-	-		14,072	10,634	76%
Sécurisation Foncière	1,101	513	47%	-	-		89	5	6%	412	43	11%	-	10		-	-		1,602	571	36%
Développement DCP	6,248	4,763	76%	-	-		2,012	339	17%	889	248	28%	1,176	27	2%	-	2,534		10,325	7,911	77%
Organisation & Gestion P	6,026	6,127	102%	-	-		564	2,957	524%	202	272	135%	-	2		-	140		6,793	9,498	140%
Total	16,000	14,078	88%	5,516	5,162	94%	6,388	5,073	79%	2,010	611	30%	2,876	1,016	35%	3,022	2,674	88%	35,814	28,614	80%

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

Tableau 3C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 25 sept. 2012)

Catégorie/Description		Montant Initial Alloué	Montant révisé	Décaissements	% décaissement	Solde
1A	GENIE CIVIL	540,000.00	740,000.00	672,984.50	90.94%	67,015.50
1B	GENIE CIVIL	60,000.00	100,000.00	90,221.33	90.22%	9,778.67
2A	VEHICULES	470,000.00	650,000.00	647,053.00	99.55%	2,947.00
2B	EQUIPTS ET MATERIEL	350,000.00	360,000.00	347,303.92	96.47%	12,696.08
3A	ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNA	50,000.00	50,000.00	0.00	0.00%	50,000.00
3B	ETUDES ET ASSISTANCE TECHNIQUE NATIONAL	950,000.00	550,000.00	375,609.51	68.29%	174,390.49
4	FORMATIONS ET ATELIERS	1,500,000.00	1,250,000.00	1,022,941.98	81.84%	227,058.02
5	PRESTATION DES SERVICES	2,790,000.00	3,700,000.00	3,065,398.64	82.85%	634,601.36
6A	FONDS D'APPUI A LA SECURISATION FONCIERE	240,000.00	100,000.00	10,498.50	10.50%	89,501.50
6B	FONDS D'APPUI AUX CAISSES POPULAIRES	640,000.00	70,000.00	34,660.87	49.52%	35,339.13
6C	FONDS D'ENTREPRENARIAT DES FEMMES& JEUNES	130,000.00	130,000.00	0.00	0.00%	130,000.00
7	SALAIRES ET INDEMNITES	1,380,000.00	2,000,000.00	1,782,334.22	89.12%	217,665.78
8	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	540,000.00	1,000,000.00	996,871.48	99.69%	3,128.52
9	Non alloué	1,060,000.00				-
99Z	Dépôt initial			574,435.90		(574,435.90)
Total		10,700,000	10,700,000	9,620,314	89.91%	1,079,686.15

Figure 1: Décaissement au titre des prêts/dons du FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



Appendice 4: Respect des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/au 30 juin 2011	Observations
Section 3.03	L'emprunteur ouvre et tient auprès du Trésor public un compte libellé en FCFA pour les opérations relatives au Programme. Le compte du Programme sera géré par le Coordonnateur de l'UGP et le RAF de l'UGP sous le principe de la double signature	65 millions	Exécuté	Le Gouvernement a versé les 65 millions comme prévu
Section 3.05 c	L'emprunteur mettra à la disposition de l'UGP la somme de 100 000 USD pour couvrir les besoins de la première année. L'emprunteur reconstituera annuellement le compte du Programme en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans les PTBA relatifs à l'année du Programme considéré		Exécuté	
Section 3.06	Les marchés de biens, de travaux de génie civil et de services nécessaires au Programme et financés à l'aide des fonds provenant du prêt sont passés conformément aux dispositions de l'annexe 4		Exécuté	Acquisition des biens, travaux et services sont passées conformément aux procédures d'appels d'offres ouverts
Annexe 3a	L'emprunteur assure le personnel du Programme contre les risques de maladie et d'accident selon les pratiques habituelles en vigueur sur son territoire		Exécuté	Dès l'acquisition des véhicules, les polices d'assurance sont établies après appel à la concurrence
Section 5.02	L'emprunteur fait procéder chaque année fiscale à l'audit des comptes relatifs au Programme par les auditeurs		Exécuté	Six audits ont été réalisés à ce jour et conformément au délai imparti (avant le 30 juin de l'année)
Section 4.02	L'agent principal du Programme soumet annuellement au Fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Programme. Des rapports d'activités sont établis semestriellement par l'UGP		Exécuté	Sept rapports annuels d'activité ont été régulièrement soumis au Fonds. 19 rapports trimestriels ont été également élaborés et soumis au Fonds
Section 3.02	Le projet de PTBA sera soumis pour approbation au Comité de Pilotage avant d'être envoyé au Fonds pour commentaire et approbation		Exécuté	7 projets de PTBA ont été soumis au Comité de Pilotage et au Fonds pour approbation
Section 4.03a	L'agent principal du Programme et le Fonds procèdent conjointement à un examen de l'exécution du Programme au plus tard à la fin de la troisième année du Programme (« l'examen à mi-parcours »)		Exécuté	L'examen à mi-parcours a eu lieu du 15 au 31 mars 2009
Section 11.01 a	Les prêts et les paiements des frais de services du prêt sont exonérés d'impôts et les paiements des frais de services du prêt sont faits nets du tout impôt.		Exécuté	Les biens et services acquis sur les ressources du Prêt FIDA sont exonérés de tous droits et taxes
b	Les documents relatifs au prêt sont exonérés de taxe sur la signature, la délivrance ou l'enregistrement		Exécuté	

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

COMPOSANTE /SOUS COMPOSANTE OU PRODUITS	INDICATEURS	Unité	Période :	01/01/2012 à 15/09/2013		Total effectif cumulé	Objectif lors de la préeva- luation	%	Observations
			PTBA 2012	Chiffres effectifs	%				
Composante 1. COMPOSANTE STRUCTURATION PAYSANNE									
Sous composante 1.1. Développement des capacités de gestion et de coordination participative									
Les populations bénéficiaires des 395 villages cibles sont sensibilisées sur les activités du Programme	- Informer/ sensibiliser les populations bénéficiaires ;	Villages	395	267	67,59%	374	395	105,61%	
	- Organiser des émissions radiophoniques sur des thèmes prioritaires ;	Emission radio	5	8	160,00%				
Les capacités des membres OPA/CVD /CM/COGES sont renforcées sur des thèmes spécifiques	- Former les membres CVD/OPA/CM en organisation et fonctionnement interne d'une structure ;	Mbres CVD/OPA	870	0	0,00%	4 427			
	- Former les femmes et jeunes en techniques liées aux activités génératrices de revenus ;	Femmes & jeunes	850	849	99,88%	9 397			
	- Réaliser des sessions de formation au profit des membres des comités de gestion des bas fonds et sites maraîchers ;	Membres	1 350	0	0,00%	1 984			
	- Réaliser des sessions de formations techniques spécifiques des acteurs locaux et communaux ;	Acteurs locaux	650	523	80,46%				
	- Réaliser des sessions de formation sur les droits des personnes et de la famille ;	Mbres CVD/OPA	60	0	0,00%				
	- Organiser des séances de restitution des ateliers genre et développement ;	Ateliers commun.	18	18	100,00%				
Les populations bénéficiaires dans 395 villages cible du Programme sont sensibilisées pour un changement de comportement	- Appuyer les campagnes d'information, éducation et communication organisées avec les points focaux IEC ;	Villages	395	181	45,82%	395	395	100,00%	
	- Produire 1 000 affiches d'information/sensibilisation ;	Affiches	1 000	0	0,00%				
La dimension environnementale est prise en compte dans l'enseignement primaire dans 12 écoles pilotes	- Promouvoir l'éducation environnementale dans 10 écoles pilotes de la zone d'intervention ;	Ecoles	10	0	0,00%	22			
	- Réaliser les micros projets environnementaux au niveau des écoles ;	Micro-projets	22	0	0,00%	8			
	- Réaliser des forêts villageoises ;	Bosquets	10	15	150,00%	13			
Les membres des CVD/CM sont formés sur la planification/ gestion des RN	- Réaliser des sessions de formation des membres CVD/CM sur la gouvernance environnementale ;	Producteurs	180	0	0,00%	0			
Des échanges d'expériences, de concertation et de coordination sont réalisés au profit de 130 membres	- Organiser des voyages d'échanges d'expériences au bénéfice des CVD/OPA/CM et des comités de gestion ;	Voyages d'échange	5	2	40,00%	30			

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

COMPOSANTE /SOUS COMPOSANTE OU PRODUITS	INDICATEURS	Unité	Période :	01/01/2012 à 15/09/2013		Total effectif cumulé	Objectif lors de la prééva- luation	%	Observations
			PTBA 2012	Chiffres effectifs	%				
Composanté 2. SECURISATION FONCIERE									
Les outils de gestion du fonds de sécurisation foncière sont disponibles et le fonds est opérationnel	- Organiser un atelier régional de validation de l'étude portant appui à l'élaboration participative des outils de gestion du fonds de sécurisation foncière à l'UGP à Yako ;	Etudes	1	1	100,00%				Le manuel de gestion du fonds de sécurisation a été validé par un atelier le 11 juillet 2012
	- Mettre en œuvre le Fonds d'appui à la sécurisation foncière à travers le financement des microprojets de sécurisation foncière éligibles des communes pilotes (Gomponsom, Tougo, Oula, Titao, Guibaré et Banh) ;	x 1 000 F.CFA	14 000	0	0,00%	0	220 000	0,00%	Suite à la validation du manuel, les organes de gestion du fonds seront mis en place et le fonds sera opérationnel en 2013 ;
Six Communes pilotes sont dotées en registres fonciers et mobiliers de bureau au	- Doter les communes pilotes en registres fonciers au profit des services fonciers ruraux (SFR) ;	Registres fonciers	10	10	100,00%	0			
3 représentations théâtrales et 5 diffusions d'émissions radiophoniques sont réalisées sur des thèmes sur la sécurisation foncière et la gestion des ressources naturelles	- Mener des activités d'IEC : deux séances de théâtres forum ;	Campagne IEC	2	0	0,00%	0			Prévu pour le 4ème trimestre 2012 ;
	- Mener des activités d'IEC : 1 séance théâtrale (inclusion des groupes comm. défavorisés) + 1 émission radio + 5 diffusions	Campagne IEC	6	6	100,00%	6			
Les actions ciblées sur les thématiques FEM sont mises en œuvre	- Conduire une étude diagnostic et d'inventaire des ressources faisant objet de conflits dans les communes pilotes ;	Etude	1	0	0,00%	0			Les TDR sont élaborés, le recrutement du consultant est en cours
	- Identifier des sites pilotes de gestion alternative des conflits fonciers en concertation avec l'Administration et les Communes	Etude	2	0	0,00%	0			" "
	- Organiser 6 ateliers communaux sur la GAC (Gestion Alternative des Conflits fonciers) au profit des communes pilotes ;	Atelier	6	0	0,00%	0			" "
	- Former sur la résolution des conflits fonciers basés sur le système traditionnel ;	Session	2	0	0,00%	0			" "
	- Appuyer l'élaboration des Plans Locaux d'Actions Environnementales de Banh, Titao et Tougo (planification spatiale communale) ;	Etude	3	0	0,00%	0			La publication des manifestations d'intérêt est en cours ;
	- Elaborer un système de suivi-évaluation spécifique composante FEM ;	Etude	1	0	0,00%	0			Les TDR sont élaborés, le recrutement du consultant est en cours
Composante 3. DEVELOPPEMENT DURABLE DES CAPACITES PRODUCTIVES									
Sous composante 3.1. Aménagement des bassins versants									
3 840 Ha des terres dégradées sont aménagés	- Aménager 2 000 Ha de cordons pierreux ;	Ha	2 000	2 286	114,28%	22 286	28 275	78,82%	
	- Aménager 200 Ha de digues filtrantes ;	Ha	200	244	122,00%	1 360	1 200	113,33%	
	- Aménager 1 640 Ha de zaï et demi lunes ;	Ha	1 640	5 019	306,02%	33 947	12 000	282,89%	
100 Ha de terre de bas-fonds sont aménagés et redistribués	- Aménager 100 Ha de bas fonds rizicoles ;	Ha	100	123	122,50%	1 055	750	140,67%	
70 Ha de périmètres maraîchers sont aménagés et redistribués	- Aménager et mettre en valeur les périmètres maraîchers ;	Ha	70	0	0,00%	506	750	67,47%	Prévu pour le 4ème trimestre 2012 ;

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

COMPOSANTE /SOUS COMPOSANTE OU PRODUITS	INDICATEURS	Unité	Période :	01/01/2012 à 15/09/2013		Total effectif cumulé	Objectif lors de la prééva- luation	%	Observations
			PTBA 2012	Chiffres effectifs	%				
Composante 1. COMPOSANTE STRUCTURATION PAYSANNE									
Sous composante 1.2. Fonds d'investissement communautaire (FIC)									
Les travaux de balisage de 100 km de pistes à bétail des couloirs d'accès sont réalisés	- Baliser les couloirs de transhumance ;	Km	100	0 ¹	0,00%	0	100	0,00%	Suite au dépouillement des offres les lots ont reçu l'ANO de la BOAD et les marchés sont signés ou en cours ;
L'aménagement des abords des forages au Bam est achevé et (cinq) boullis sont réalisés	- Aménager les abords de forages positifs à motricité humaine ;	Abords forages	23	0 ²	0,00%	182	200	91,00%	Un marché de gré à gré est en cours de signature avec l'entreprise BEESTH pour l'achèvement des aménagements des abords ;
	- Réaliser les ouvrages hydrauliques de surface (boullis) ;	Boullis	5	5	100,00%	5	5	100,00%	
Les infrastructures socio économiques à base communautaire sont réalisées	- Réaliser les travaux de construction/réhabilitation de 100 km de pistes rurales	Km	100	21 ³	21,00%	40	100	40,00%	Les 40 km sur financement BOAD sont en cours ; les 60 km sur financement OPEP sont en cours de démarrage ;
	- Achever la construction d'un (01) CSPA démarré en 2009 ;	CSPA	1	0 ⁴	0,00%	10	9	111,11%	CSPA de Pilimpikou : suite à la défaillance de l'entreprise SOAT, un nouveau DAO a été élaboré et publié. Les résultats du dépouillement sont en cours d'approbation par le bailleurs de fonds (OPEP) ;
	- Construire deux (02) complexes scolaires ;	Complexe scolaire	2	0	0,00%	10	9	111,11%	Complexes scolaires de Ronga (Yatenga) et de Niondégré (Passoré) : les marchés sont en cours de signature après l'ANO de l'OPEP ;
	- Equiper les infrastructures sanitaires ;	Lot équipements	1	0	0,00%				Equipements et matériels sanitaires : les marchés sont en cours de signature après l'ANO de l'OPEP ;
Les comités de gestion des infrastructures achevées sont mis en place et sont appuyés	- Mettre en place et appuyer les comités de gestion des nouvelles infrastructures scolaires, ... ;	Comité gestion	20			350			
Composanté 2. SECURISATION FONCIERE									
Les actions tests portant sur la formalisation des transactions foncières sont réalisées	- Appuyer l'élaboration de six(06) chartes foncières dans les communes pilotes de Oula (forêts villageoises de Tilli et Ziga), de Titao (forêts sacrées de You et Bahinda) et de Banh (Zone pastorale et la ZICO) au profit des acteurs locaux ;	Charte foncière	6	0	0,00%	6			TDR élaboré et avis de maifestation d'intérêt en cours
	- Appuyer la formalisation des transactions foncières à travers l'appui à la sécurisation des pistes à bétail et pistes d'accès aux ressources pastorales et aux infrastructures pastorales ;	PVDF	6	0	0,00%				En cours sur les itinéraires des pistes à bétail
	- Appuyer la formalisation des transactions foncières à travers l'appui à la sécurisation des pistes à bétail et pistes d'accès aux ressources pastorales et aux infrastructures pastorales ;	PV	20	7	35,00%				

- ¹ : Deux appels d'offres ont été lancés. Les résultats des dépouillements ont donné lieu à l'attribution de 3 lots : Lot 1 (47 km au Loroum), lot 3 (19 km au Passoré), lot 1 (12 km au Bam). Tous les lots ont reçu l'ANO de la BOAD. Les marchés des lots 1 (Loroum) et 3 (Passoré) signés et celui du Bam est en cours ;
- ² : Suite à la résiliation du marché de l'entreprise Burkina Promafor, un marché de gré à gré est en cours de signature avec l'entreprise BEESTH en vue de l'achèvement des travaux d'aménagement des abords suite à l'avis de non objection du bailleur de fonds (BOAD) ;
- ³ : Le tronçon de pistes rurales Imiougou-Kondoula (21,209 km) dans le Bam est achevé et réceptionné le 25/07/2012 et celui de Bouda-Zougougou (20 km) est à 87,5 % et le marché résilié le 31/08/2012. Les 60 km de pistes rurales sur financement OPEP sont en cours de démarrage ;
- ⁴ : CSPA de Pilimpikou : suite à la défaillance de l'entreprise SOAT, un nouveau DAO a été élaboré et publié. Les résultats du dépouillement sont en cours d'approbation par le bailleurs de fonds (OPEP) ;

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

COMPOSANTE /SOUS COMPOSANTE OU PRODUITS	INDICATEURS	Unité	Période :	01/01/2012 à 15/09/2013		Total effectif cumulé	Objectif lors de la prééva- luation	%	Observations
			PTBA 2012	Chiffres effectifs	%				
Composanté 2. SECURISATION FONCIERE									
Les outils de gestion du fonds de sécurisation foncière sont disponibles et le fonds est opérationnel	- Organiser un atelier régional de validation de l'étude portant appui à l'élaboration participative des outils de gestion du fonds de sécurisation foncière à l'UGP à Yako ;	Etudes	1	1	100,00%				Le manuel de gestion du fonds de sécurisation a été validé par un atelier le 11 juillet 2012
	- Mettre en œuvre le Fonds d'appui à la sécurisation foncière à travers le financement des microprojets de sécurisation foncière éligibles des communes pilotes (Gomponsom, Tougo, Oula, Titao, Guibaré et Banh) ;	x 1 000 F.CFA	14 000	0	0,00%	0	220 000	0,00%	Suite à la validation du manuel, les organes de gestion du fonds seront mis en place et le fonds sera opérationnel en 2013 ;
Six Communes pilotes sont dotées en registres fonciers et mobiliers de bureau au	- Doter les communes pilotes en registres fonciers au profit des services fonciers ruraux (SFR) ;	Registres fonciers	10	10	100,00%	0			
3 représentations théâtrales et 5 diffusions d'émissions radiophoniques sont réalisées sur des thèmes sur la sécurisation foncière et la gestion des ressources naturelles	- Mener des activités d'IEC : deux séances de théâtres forum ;	Campagne IEC	2	0	0,00%	0			Prévu pour le 4ème trimestre 2012 ;
	- Mener des activités d'IEC : 1 séance théâtrale (inclusion des groupes comm. défavorisés) + 1 émission radio + 5 diffusions	Campagne IEC	6	6	100,00%	6			
Les actions ciblées sur les thématiques FEM sont mises en œuvre	- Conduire une étude diagnostic et d'inventaire des ressources faisant objet de conflits dans les communes pilotes ;	Etude	1	0	0,00%	0			Les TDR sont élaborés, le recrutement du consultant est en cours
	- Identifier des sites pilotes de gestion alternative des conflits fonciers en concertation avec l'Administration et les Communes	Etude	2	0	0,00%	0			" "
	- Organiser 6 ateliers communaux sur la GAC (Gestion Alternative des Conflits fonciers) au profit des communes pilotes ;	Atelier	6	0	0,00%	0			" "
	- Former sur la résolution des conflits fonciers basés sur le système traditionnel ;	Session	2	0	0,00%	0			" "
	- Appuyer l'élaboration des Plans Locaux d'Actions Environnementales de Banh, Titao et Tougo (planification spatiale communale) ;	Etude	3	0	0,00%	0			La publication des manifestations d'intérêt est en cours ;
	- Elaborer un système de suivi-évaluation spécifique composante FEM ;	Etude	1	0	0,00%	0			Les TDR sont élaborés, le recrutement du consultant est en cours
Composante 3. DEVELOPPEMENT DURABLE DES CAPACITES PRODUCTIVES									
Sous composante 3.1. Aménagement des bassins versants									
3 840 Ha des terres dégradées sont aménagés	- Aménager 2 000 Ha de cordons pierreux ;	Ha	2 000	2 286	114,28%	22 286	28 275	78,82%	
	- Aménager 200 Ha de digues filtrantes ;	Ha	200	244	122,00%	1 360	1 200	113,33%	
	- Aménager 1 640 Ha de zaï et demi lunes ;	Ha	1 640	5 019	306,02%	33 947	12 000	282,89%	
100 Ha de terre de bas-fonds sont aménagés et redistribués	- Aménager 100 Ha de bas fonds rizicoles ;	Ha	100	123	122,50%	1 055	750	140,67%	
70 Ha de périmètres maraîchers sont aménagés et redistribués	- Aménager et mettre en valeur les périmètres maraîchers ;	Ha	70	0	0,00%	506	750	67,47%	Prévu pour le 4ème trimestre 2012 ;

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

COMPOSANTE /SOUS COMPOSANTE OU PRODUITS	INDICATEURS	Unité	Période :	01/01/2012 à 15/09/2013		Total effectif cumulé	Objectif lors de la prééva- luation	%	Observations
			PTBA 2012	Chiffres effectifs	%				
Composante 3. DEVELOPPEMENT DURABLE DES CAPACITES PRODUCTIVES									
Sous composante 3.2. Diversification et intensification agricoles									
100 nouveaux paysans facilitateurs sont formés	- Former 100 paysans facilitateurs ;	Paysan facilitateur	100	89	89,00%	1 066	848	125,71%	
Les thèmes d'intensification des productions agricoles sont vulgarisés ;	- Mettre en place 100 champs d'apprentissage ;	Champs d'apprentissage	100	89	89,00%	743	848	87,62%	
	- Organiser les visites commentées communales ;	Visite	18	0	0,00%	83			Prévu en fin septembre
Sous composante 3.3. Appui aux activités génératrices de revenus									
Les CV sont mises en place ou consolidées	- Mettre en place les structures villageoises de crédit ;	Caisse villageoise consolidée	0	8		802	100	802,00%	
Les CV, ACI et des CFC sont renforcées à travers le crédit	- Octroyer le crédit aux membres des CV, ACI et CFC ;	X 1 000 F.CFA	220 000	156 165	70,98%	2 467 660			
Le fonds d'entreprenariat est disponible et permet aux femmes et jeunes de développer leurs AGR	- Opérationnaliser le fonds d'entreprenariat ;	X 1 000 F.CFA	10 000	0	0,00%	10 000	120 000	8,33%	
Composante 4. ORGANISATION ET GESTION DU PROGRAMME									
Sous composante 4.1. Suivi évaluation									
Le mécanisme de suivi évaluation et les outils de suivi du sous programme CPP/Nord sont relus et rendus plus opérationnels ;	- Recruter un consultant ;	Consultant	1	1					
	- Organiser la relecture participative du cadre logique et des mécanismes et outils de suivi ;	Atelier	1	0					Les TDR sont élaborés, le recrutement du consultant est en cours
Six enquêtes légères et une étude d'impact sont réalisées ;	- Réaliser des enquêtes légères ;	Enquêtes	6	2	5				
	- Former les cadres de l'UGP sur Access niveau 2 pour l'analyse des données des enquêtes légères ;	Cadres PDRD	10	0					Prévu pour le 4ème trimestre 2012 ;
Les meilleures expériences du PDRD sont capitalisées ;	- Poursuivre la capitalisation des meilleures expériences ;	Article de capital.	4	1					Prévu pour le 4ème trimestre 2012 ;
Sous composante 4.2. Coordination et gestion du programme									
L'audit annuel est réalisée	- Réaliser l'audit des comptes de l'exercice 2011 ;	Audit	1	1	100,00%	7	8	87,50%	
Les sessions du comité de pilotage sont tenus	- Tenir les sessions du comité de pilotage	Nombre sessions	2	1	50,00%	13	16	81,25%	
Les missions de supervision sont réalisées	- Appuyer les missions de supervision	Nombre de missions de supervision	2	1	50,00%	7	16	43,75%	

Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs, des réalisations et des produits

Description succincte	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Risques/Hypothèses
But			
Réduire la pauvreté dans les cinq provinces couvertes par l'augmentation et la valorisation de la production agricole et le développement des activités génératrices de revenus	1. Incidence de la pauvreté en cohérence avec les objectifs du CSLP (%) Avec un seuil de pauvreté établi en 2003 à 83 672 FCFA, l'incidence de la pauvreté est à 68,6 % dans la Région Nord contre 46,4 % au niveau National	• Enquête sur les conditions de vie des ménages (INSD)	– Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables – Absence de crises alimentaires et épidémiologiques majeures
	2. Taux de réduction de la prévalence de la malnutrition infantile - Malnutrition chronique (taille/âge) = 35 % (contre 30 % en 2007) ⁴ - Malnutrition aigüe (poids/taille) = 14 % (contre 13 % en 2007) ⁶ - Insuffisance pondérale (poids/âge) = 37 % (contre 34 % en 2007) ⁶	• Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	– Absence de crises alimentaires et épidémiologiques majeures
	3. Nombre de ménages ayant connu une augmentation de leurs biens – Type de sol des habitations : 14% des ménages enquêtés habitent dans des maisons dont la majorité a un sol en ciment contre 9,3 % en 2007 ; – Equipements et biens des ménages : Environ 96% des ménages disposaient d'un vélo, 73% avaient une radio et environ 47% des ménages disposaient d'un téléphone portable et 0,33% disposait de véhicule (contre respectivement 96,0 %, 75 %, 12 % et 0% en 2007). – Outils agricoles : 31% des ménages utilisaient la charrue contre 30 % en 2007 ; – Animaux des ménages : Respectivement 89%, 75%, 63% et 45% des ménages enquêtés disposaient de volaille, de caprins, d'ovins contre respectivement 76 %, 77 % et 60 % en 2007.	• Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	– Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables

⁴ L'enquête de base SYGRI réalisée 2007 faisait suite à deux campagnes agricoles jugées satisfaisantes. L'enquête à mi-parcours a été consécutive à une campagne agricole où la majorité des provinces couvertes par le Programme ne couvrait pas leurs besoins alimentaires en céréales.

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

Description succincte	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Risques/Hypothèses
	4. Nombre de ménages ayant une sécurité alimentaire améliorée – 39% du total des ménages enquêtés ont connu la disette au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête contre 57 % en 2007	• Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	– Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables
Objet/Objectif			
OS1. Améliorer les revenus des populations des zones cibles	5. Nombre de ménages ayant connu une augmentation de leurs revenus par rapport à l'année de référence En 2007 le nombre de ménages "Pauvres" et les "Très pauvres" représentent 45% de l'échantillon et les "Riches" et les "Très riches" sont de 34% parmi les. En 2009, le nombre "Pauvres" et "Très pauvres" sont de 35% contre 46% de "Riches" et "Très riches"	• • Enquêtes SYGRI 2007 et 2009	– Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables – Existence de débouchés pour écoulement des produits
	6. Accroissements des rendements liés aux techniques CES Les techniques combinées de cordons pierreux + zaï et cordons pierreux + demi lunes donnent des accroissements de rendement céréalier respectifs de + 422 kg/Ha et de + 647 kg/Ha (sorgho blanc) par rapport au témoin non aménagé (538 kg/Ha)	• Enquêtes SE 2011	– Adhésion des producteurs aux techniques CES/IA – Les conditions climatiques et la situation acridienne restent favorables
OS2. Développer et renforcer les capacités de gestion participative des communautés villageoises	7. Pourcentage de CVD fonctionnels 36,75% des CVD disposaient en 2009 d'un plan d'investissement	• Etudes d'effets/impacts institutionnels de référence	– Bonne cohésion sociale
	8. Pourcentage d'OPA/comité de gestion 16 à 21 % des comités de gestion des points d'eau, des sites maraîchers ou des bas-fonds rizicoles sont dynamiques avec un niveau de gouvernance et des capacités de gestion financière satisfaisants	• Rapports d'enquête légère S&E (PDRD)	– Respect des engagements des parties prenantes – Bonne cohésion sociale – Pertinence des projets

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

Description succincte	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Risques/Hypothèses
	<p>9. Taux d'adoption des thèmes de formation</p> <p>A l'exception de la teinture, les thèmes de formation enregistrent des taux d'adoption relatifs (TAR) supérieurs à 90 % parmi les bénéficiaires directs des formations, des visites d'échanges, des visites commentées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'enquête légère S&E (PDRD) 	<ul style="list-style-type: none"> – Respect des engagements des parties prenantes – Bonne cohésion sociale – Pertinence des projets
OS3. Améliorer l'accès des populations cibles au capital économique et au capital social	<p>10. Taux de réduction des conflits fonciers</p> <p>29,7 % des OPA ont rencontré des conflits fonciers en 2008 contre 12 % en 2010 ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes d'effets/impacts institutionnels de référence 	<ul style="list-style-type: none"> – Pesanteurs socioculturelles
	<p>11. Nombre de producteurs disposant d'un droit de jouissance garanti sur les ressources naturelles notamment la terre et l'eau</p> <p>23 712 producteurs (dont 12 380 productrices) disposent d'un accès durable aux bas-fonds rizicoles et périmètres maraîchers grâce aux négociations foncières et à l'établissement consensuel de PV de palabre</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports de S/E • Evaluations participatives 	<ul style="list-style-type: none"> – Pesanteurs socioculturelles – Bonne cohésion sociale
	<p>12. Pourcentage de ménages accédant à l'eau potable</p> <p>64 % des ménages de la zone du Programme ont accès à l'eau potable en 2009 contre 60 % en 2007</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes SYGRI 2007 et 2009 	<ul style="list-style-type: none"> – Disponibilité de la nappe aquifère – Qualité de l'eau
	<p>13. Rayon d'accès moyen théorique (RMAT)</p> <p>Le rayon moyen d'action théorique passe de 6,57 km en 2006 à 5,74 km en 2009 dans la zone d'intervention (norme est égale ou inférieure à 5 km)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Statistiques du Ministère de la Santé 	<ul style="list-style-type: none"> – Pesanteurs socioculturelles
	<p>14. Taux de scolarisation (TBS & TNS)</p> <p>Le taux brut de scolarisation (rapport du nombre total d'enfants scolarisés sur le nombre total d'enfants de la tranche d'âge de 6 à 11 ans), établi à 77,07 % en 2006/2007 dans les cinq (5) provinces couvertes est évalué à 97,65 % en 2010/2011 soit une amélioration de + 20,58 %</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des DPEBA ; • Statistiques du Ministère de l'éducation de base et de l'alphabétisation 	<ul style="list-style-type: none"> –
	15. Taux de couverture végétale du sol	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitations des images 	<ul style="list-style-type: none"> – Survenue de sécheresses

Description succincte	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Risques/Hypothèses
	En 2007, 28,02 % de la superficie des 5 micros bassins versants pilotes ont une couverture végétale (savanes arbustives ou arborées, steppes arbustives, ...) contre 30 % en 2010 grâce aux aménagements divers ;	satellitaires • Rapport d'étude d'impact environnemental de référence	– Pression démographique sur les ressources
	16. Taux de régression des sols nus	•	
	23,38 % de la superficie des 5 micros bassins versants pilotes sont constitués de sols nus (sols nus compactés, sols nus ravinés, sols nus des berges, sols nus cuirassés, ...) contre 22 % en 2010 grâce aux activités d'information/sensibilisation et d'aménagements ;	• Rapport d'étude d'impact environnemental de référence	

Description succincte	Indicateurs vérifiables	Moyens de vérification	Risques/Hypothèses
Réalisations/Produits			
Composante 1 : structuration paysanne			
Sous-composante 1.1 : développement des capacités de gestion et de coordination participatives			
1.1.R.1 395 villages sont appuyés pour la mise en place de leur CVD et l'élaboration des leurs plans	1.1 395 CVD sont mis en place 1.2 18 plans communaux de développement sont réalisés dans les 18 communes encadrées	• PV de mise en place des CVD	• Le processus de décentralisation est maintenu
1.1.R.2 : Des appui-conseils à 395 CVD sont réalisés	1.3 395 CVD sont encadrés 1.4 4 424 membres CVD ont bénéficié de formations liés au fonctionnement interne d'une structure, ...	• Rapports d'activités • PV/CR de rencontres	• Respect des engagements des parties prenantes
1.1.R.3 : Les membres de 600 groupements et associations et comités de gestion sont formés	1.5 8 444 membres OPA ont bénéficié de formations liés au fonctionnement interne d'une structure, ...	• Rapports d'activités • Rapports de formations	• Respect des engagements des parties prenantes
1.1.R.7 : 9 000 personnes dont 60% de	1.6 9 017 producteurs dont 7 538 femmes soit 83,60 % du total, ont bénéficié de	• Rapports d'activités	• Respect des engagements des parties

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

femmes sont alphabétisées		l'alphabétisation (alphabétisation initiale + formation complémentaire de base)	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'alphabétisation 	prenantes
1.1.R.8 : 450 femmes points focaux sont formées en IEC	1.7	1 198 points focaux dont 805 femmes et 393 hommes sont formés en IEC	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités • Rapports de formations 	<ul style="list-style-type: none"> • Pesanteurs socioculturelles • Respect des engagements des parties prenantes
Sous-composante 1.2. Fonds d'investissement communautaire				
1.2.R.1 : Des infrastructures socio-économiques sont réalisées	1.8	10 parcs de vaccination sont construits	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités • Conventions de co-financement • PV de réception 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements des parties prenantes
(10 parcs de Vaccination, 8 aires d'abattage, 1 marché à bétail	1.9	8 aires d'abattage sont réalisés	<ul style="list-style-type: none"> • " " 	<ul style="list-style-type: none"> • " "
9 complexes scolaires, 9 CSPS,	1.10	1 marché à bétail est construit	<ul style="list-style-type: none"> • " " 	<ul style="list-style-type: none"> • " "
100 km de pistes rurales, 100 km de couloir de transhumance, 5 boulis)	1.11	40 km pistes rurales sont construites	<ul style="list-style-type: none"> • " " 	<ul style="list-style-type: none"> • " "
	1.12	0 km de couloir de transhumance est aménagé	<ul style="list-style-type: none"> • " " 	<ul style="list-style-type: none"> • " "
	1.13	192 forages positifs réalisés (dont 182 potables)	<ul style="list-style-type: none"> • " " 	<ul style="list-style-type: none"> • " "
	1.14	5 retenues collinaires (boullis) construites	<ul style="list-style-type: none"> • " " 	<ul style="list-style-type: none"> • " "
	1.15	10 complexes scolaires construits	<ul style="list-style-type: none"> • " " 	<ul style="list-style-type: none"> • " "
	1.16	10 CSPS construits/réhabilités	<ul style="list-style-type: none"> • " " 	<ul style="list-style-type: none"> • " "
Composante 2 : sécurisation foncière				
2 .R1 Les systèmes fonciers locaux sont connus	2.1	Six études socio-foncieres de base sont réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'études 	<ul style="list-style-type: none"> • Pesanteurs socioculturelles
2-R2 Des actions tests de sécurisation foncière sont réalisées dans les bassins versants	2.2	109 procès-verbaux de palabre de cession de terres sont élaborés de manière consensuelle par les acteurs en vue de sécuriser l'accès aux	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités • Documents prés cadastraux 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des terres

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

		aménagements et aux infrastructures ;		
2-R3 Des stratégies locales concertées et des actions concrètes de sécurisation foncière sont mises en œuvre par les Communautés villageoises	2.3	23 712 producteurs/productrices sont installés durablement dans les sites aménagés de bas-fonds rizières et de périmètres maraîchers	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports des actes consensuels • Rapports d'activités 	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne cohésion • Pesanteurs socioculturelles
2-R4 Un fonds de sécurisation foncière est mis en place	2.4		<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités • Rapports financiers 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements • Conflits fonciers
Composante 3 : Développement durable des capacités productives				
Sous-composante 3.1. Aménagement des bassins versants				
3.1. R.3 : 41 475 ha des terres dégradées des bassins versants sont aménagées en CES	3.1	57 592,3 Ha de terres dégradées sont aménagés (cordons pierreux = 22 285,6, digues filtrantes= 1360 Ha, demi-lune + zaï = 33 946,7 Ha)	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'activités • Rapport de suivi-évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements par les parties prenantes
3.1. R.4 : 750 ha de bas-fonds et 750 de périmètres maraîchers sont aménagés et redistribués	3.2	1 055,6 Ha de bas-fonds rizières sont aménagés	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports de S&E ; • Rapports d'enquêtes • Rapport d'activités 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements par les parties prenantes
	3.3	505,8 Ha de Petits Périmètres Irrigués sont aménagés ;	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports de suivi évaluation ; • Rapports d'enquêtes • Rapport d'activités 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements par les parties prenantes
Sous-composante 3.2. Intensification et diversification de la production agricole				
3.2. R.1 Les productions des céréales de base et la production animale ont augmenté	3.4	1 066 paysans facilitateurs sont formés pour l'appui -conseil (sur 848 de prévus)	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités DPAH, DPRA. • Rapports d'activités PDRD • Enquêtes • Rapports S&E 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions climatiques et situation acridienne restent favorables
	3.5	743 champs d'apprentissage sont mis en œuvre pour la diffusion de paquets techniques améliorés (sur 848 de prévus)	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités DPAH, DPRA. • Rapports d'activités PDRD • Rapports d'activités • Rapports S&E 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements par les parties prenantes •

BURKINA FASO - PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE (PDRD)
Mission de supervision: DU 17 SEPTEMBRE AU 1er OCTOBRE 2012
Appendices

	3.6 Plus de 6 000 paysans dupliquent les techniques de champ école dans leurs exploitations	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'activités DPAH, DPRA. • Rapports d'activités PDRD • Rapports d'activités • Rapports S&E 	<ul style="list-style-type: none"> • Techniques de champ école adaptées aux conditions des exploitants ; • Conditions climatiques et situation acridienne restent favorables
Sous-composante 3.3. Appui aux activités génératrices de revenus			
R1 Les zones d'intervention du Programme bénéficient des services du réseau des caisses populaires du Burkina	3.7 1 Caisse Populaire a été construite/équipée	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du RCPB • Rapports d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements par les parties prenantes
	3.8 Trois (3) points de service sont construits/équipés	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du RCPB • Rapports d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des engagements par les parties prenantes
	3.9 802 caisses villageoises sont mises en place et formées (sur une prévision de 100)	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du RCPB • Rapports d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de crises alimentaires et épidémiologiques majeures
R2 : Les activités génératrices de revenus (AGR) sont développées et touchent en particulier les femmes, jeunes et migrants	3.10 2 467 660 millions FCFA ont été octroyés aux femmes membres des caisses villageoises	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du RCPB • Rapports d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de crises alimentaires et épidémiologiques majeures
Composante 4 : Coordination et gestion du Programme			
4-R1 La Coordination et la gestion du Programme sont assurées	4.1. 13 sessions du comité de pilotage sont tenues	<ul style="list-style-type: none"> • CR de sessions • Rapports d'activités • PTBA 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des parties prenantes • Les documents de la session sont régulièrement produits dans les délais requis
	4.2. Sept (7) missions de supervision sont réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Aides mémoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des parties prenantes
	4.3. Sept (7) missions d'audits annuels sont réalisées	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'audits 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des parties prenantes
	4.4. Cinq (5) ateliers annuels de bilan programmation sont organisés	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports d'ateliers • Projets de PTBA 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des parties prenantes

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Formation. Les enquêtes conduites en 2011 par le Programme afin d'apprécier les premiers effets sur le taux d'adoption des principaux thèmes de formation, la mise en pratique des activités génératrices de revenus (embouche ovine / élevage naisseur , engraisseur, teinture, aviculture, fabrication du savon) révèle qu'à l'exception de la teinture, les thèmes de formation enregistrent des taux d'adoption relatifs supérieurs à 90 % parmi les bénéficiaires directs des formations, des visites d'échanges et des visites commentées.

Innovation ou bonnes pratiques

Prise en compte du genre. Le PDRD a réussi à faire accepter le principe de l'accès physique des femmes au foncier (43% d'attributaires de parcelles dans les bas-fonds aménagés et 63,69 dans les périmètres maraîchers) au-delà du quota genre (30%) requis au Burkina Faso. Ceci est un succès qu'il faut consolider avec l'élaboration de cahiers de charges internes précisant les règles de fonctionnement et de gestion des périmètres pour l'accès aux droits réels sur ces terres.

Appui-conseil. Le dispositif d'appui/conseil du Programme comporte des facteurs favorables à la durabilité et reproductibilité des actions d'appui/conseil : (i) il est basé sur des champs d'apprentissage conduits par des compétences endogènes (que sont les paysans facilitateurs formés et équipés pour les démonstrations), (ii) ce dispositif comprend un noyau d'environ 15 à 20 producteurs qui sont formés par le paysan facilitateur, ce qui permet ainsi de constituer une masse critique relativement suffisante pour la diffusion des thèmes de vulgarisation, (iii) la pertinence des thèmes techniques recommandés dans la zone du Programme (cordons pierreux, zaï, matière organique, demi-lunes, ...) a été confirmée par les paysans lors des entretiens; ces thèmes répondent à leur attente, étant donnée la forte dégradation des sols de leur terroir, (iv) la simplicité et la maîtrise des techniques recommandées sur le champ d'apprentissage par les producteurs.

Exemple d'appui institutionnel réussi. La CP de KONGOUSSI a été construite et mise en opération par le Programme avec un financement de 70 millions de FCFA. Elle a atteint son seuil de rentabilité seulement après quelques mois d'opérations. Une analyse rapide sur place montre que sa performance est proche de la moyenne des IMF évaluées sous le système de *MIX Market*. Elle regroupe présentement 4 437 membres, avec une épargne encours de 1 580 millions de FCFA et un portefeuille de crédit encours de 498 millions de FCFA. La CP a accordé un montant de crédit cumulatif de 1,5 milliards de FCFA à plus de 2 000 bénéficiaires du PDRD, dont la majorité sont des femmes. 220 caisses villageoises sont opérationnelles dans le cadre de la mise en œuvre du Programme.
